

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Des révolutionnaires contre la Révolution (Louis Sellier). — L'éducation communiste (Paul Louis). — La Semaine Internationale (Robert Pelleier). — Le Socialisme révolutionnaire contre révolutionnaire (Albert Treint). — Actes du C. E. de l'Internationale Communiste ; Contre le sabotage du Front Unique.

Communisme, Social-Réformisme et Opinion publique bourgeoise (Léon Trotsky). — Résolution de la Conférence de l'Exécutif élargi sur la situation en Angleterre. — La propagande parmi les femmes (Marcel Ollivier). — Chronique Internationale : Japon (A. Friedenich). — Gandhi et l'Impérialisme britannique (S-A-K. Luhan)

Des Révolutionnaires contre la Révolution

Moscou, avril 1922.

POUR les militants communistes de France, pour ceux de Paris surtout, roulés dans un tourbillon d'occupations multiples et n'ayant que peu de temps pour lire plusieurs journaux, les attaques de certaine presse de « gauche » et « d'extrême-gauche » contre la Russie révolutionnaire ne prennent pas toujours tout leur sens.

Elles passent, comme on dit, avec le reste.

Ici, au contraire, elles portent à plein. Elles résonnent douloureusement dans le cœur des camarades russes qui lisent les journaux français.

Ils ne comprennent pas comment des révolutionnaires de bonne foi ont pu se laisser entraîner à prendre une position aussi invraisemblable, aussi choquante à l'égard du seul gouvernement prolétarien qui soit au monde.

Ils comprennent moins encore que les membres du Parti communiste français, où qu'ils se trouvent ne réagissent pas spontanément, en quelque sorte automatiquement et de la façon la plus catégorique contre cette tendance monstrueuse de certains militants révolutionnaires, à faire chorus avec les glapissements quotidiens d'un Merrheim, et à prêter audience aux

ignobles calomnies des agences les plus notablement blanches et capitalistes.

Ces dernières, reconnaissons-le, gagnent bien leur argent.

Elles peuvent se féliciter des résultats qu'elles obtiennent. Réussir à persuader jusqu'à des révolutionnaires français de l'indignité des bolcheviks russes, c'est là un tour de force dont il faut souligner la haute habileté.

Quand les journaux français arrivent à Moscou, nous nous livrons à un petit jeu qui serait amusant si les constatations n'en étaient aussi tristes. Nous prenons sept journaux appartenant à toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique : le *Temps*, l'*Action Française*, la *Victoire*, le *Libertaire*, le *Populaire*, le *Peuple* et l'*Atelier*. Avant de les ouvrir, nous nous faisons découper tous les articles ou filets hostiles au Gouvernement soviétiste. On nous remet les coupures pêle-mêle après en avoir, bien entendu et le cas échéant, enlevé la signature. Le jeu consiste à écrire sur chaque coupure le nom du journal d'où elle a été extraite.

En dehors du *Temps*, dont le papier et la longueur de la ligne sont caractéristiques, nous n'aurions jamais cru qu'il fût aussi difficile d'identifier les autres par la seule lecture de leur texte.

Nous trouvons là la manifestation d'un *front unique* d'un genre tout spécial et dont l'activité quotidienne grandissante achève de mettre en relief l'immoralité.

Tout le monde en est sûr : les communistes russes n'ont aucun principe, alors que les révolutionnaires français non communistes en ont de solides. Plus ces derniers sont « avancés », plus leurs principes sont audacieux et purs. Pour certains d'entre eux, même, il n'y a rien de trop beau et l'immense ciel du rêve est juste de taille à recevoir leurs grandioses et nébuleuses constructions de la Société future.

En se croisant les bras, Monsieur, sans rien dans les mains ni dans les poches, rien qu'en soufflant sur les vieilles sociétés l'irrésistible vent des idées de liberté individuelle totale, d'antimilitarisme intransigeant et d'anti-étatisme intégral, on met la bourgeoisie dans l'impossibilité de nuire, on tient en respect les autres bourgeoisies internationales, on hypnotise les ennemis de l'intérieur sans les malmenner ; on fait tourner les machines ; les paysans se mettent à labourer, à semer, à récolter jour et nuit ; les imbéciles deviennent intelligents ; les *feignants* ne veulent plus quitter l'outil ; les gendarmes inutiles se suicident d'ennui ; les percepteurs envoient de l'argent aux contribuables...

Nos camarades Lénine et Trotsky pleurent d'admiration devant un spectacle aussi merveilleux et de remords devant leurs erreurs et leurs fautes. Bien mieux : ils supplient nos camarades du *Libertaire* de venir ouvrir toutes les prisons bolcheviques et de prendre en mains les destinées de la Russie.

Quant à eux, ils se retireront, comme saint Serge, au cœur d'une forêt profonde et expieront, dans des mortifications de toutes sortes, le crime d'avoir réussi à jeter bas le trône autocratique des Tsars, d'avoir remplacé sur le Kremlin, l'aigle double des Romanov par le drapeau rouge de l'Internationale, d'avoir galvanisé, cinq années durant, le courage de la classe ouvrière et paysanne de Russie sous les assauts réactionnaires les plus violents, dans les souffrances les plus pénibles ; d'avoir vaincu, tué ou emprisonné de courageux anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires qui s'étaient contentés de marquer leur opposition au communisme à coups de revolver, de fusil, de mitrailleuse, de canon et de bombe, et d'avoir enfin, trahison suprême, par application du principe suivant lequel aucune nation ne peut économiquement vivre sans les autres, consenti à rencontrer des Gouvernements bourgeois à Gênes !

Le Français, chacun sait ça, ne s'épate pas

facilement. Et le genre d'un certain nombre de révolutionnaires français consiste essentiellement à ne s'épater de rien et de la Révolution russe moins que de toute autre chose.

Nous avons depuis longtemps observé ce snobisme singulier qui, de surenchère en surenchère, de fantaisie en originalité, conduit tel bon militant à être antipoliticien, antiparlementaire, anticotisant, anticentraliste, antifédéraliste, antisindicaliste, anti tout, anti tant de choses qu'il en arrive à nier, dans une candeur d'âme et une obscurité d'esprit qui se traduisent généralement par un beau bafouillage, les principes les plus incontestables de la Révolution dont ils croient pourtant servir la cause.

Cet état d'esprit serait aussi peu avantageux que possible à la Révolution sociale, s'il se généralisait, un tant soit peu, en France.

Nous considérons déjà comme extrêmement grave qu'il aboutisse à dresser, avec une inconscience qui s'accroît chaque jour, tant de braves militants, contre le Gouvernement ouvrier de la Russie.

Car la distinction qu'on s'efforce de faire entre l'idée soviétique et le Gouvernement des soviets qui en est l'émanation directe, est enfantine.

Saluer très bas l'idée et condamner de haut le fait, est politiquement inadmissible. Idée et fait ne font qu'un. Il n'y a que les sophistes qui puissent les séparer.

Que certains camarades persistent dans la voie funeste où ils se sont engagés et joignent leur activité à celle de la tourbe contre-révolutionnaire, c'est affaire à eux. Toutes les inconsciences sont permises.

Mais que la masse des ouvriers révolutionnaires de France tolère une pareille activité — qu'elle se couvre du masque du syndicalisme ou du manteau de l'anarchie — est impossible. Leur bon sens les détournera de se prêter à un jeu qui ferait d'eux les complices de la réaction la plus agressive et la plus brutale. à l'heure où celle-ci, qui ne désarme pas, émet la prétention d'abattre économiquement cette Russie révolutionnaire dont ses armes n'ont pas pu triompher.

Louis SELLIER.

Tous les militants doivent lire et faire lire :

Le Manifeste Communiste

Franco 0 fr. 90

Le Précis du Communisme

Franco 0 fr. 35

En vente à la Librairie de l'Humanité,
112, rue Montmartre, Paris

L'ÉDUCATION COMMUNISTE

Il n'est pas douteux que notre Parti, comme tout le prolétariat français et mondial, ne doive rentrer dans une phase d'action. Tout l'y convie : les menaces de la dictature bourgeoise, qui exerce déjà une répression sauvage en certaines contrées, et qui déjà a instauré des lois d'exception contre la propagande en plusieurs Etats de l'Europe orientale ; l'aggravation continue de la situation internationale, sous l'influence d'un militarisme effréné, des convoitises capitalistes et des traités qui ont organisé la violence, la spoliation et la misère — l'offensive patronale contre les salaires acquis et contre la journée de huit heures. Gênes, l'échéance du 31 mai, les gigantesques lock-out qui viennent de frapper directement trois millions d'hommes, sont autant d'enseignements. Ils ne peuvent pas plus être perdus pour nous que pour les travailleurs des autres pays.

La bourgeoisie a donné, en ces derniers temps, la mesure de son audace. Elle a engagé la lutte dans tous les domaines à la fois, essayant de regagner le prestige qu'elle avait senti se dissiper dans les lendemains immédiats de la guerre, et de renforcer simultanément à son profit l'appareil de la puissance publique et le mécanisme de la domination industrielle. Ce sont ses agressions mêmes, calculées et concertées, qui arracheront le prolétariat à la demi-somnolence où il s'est affaissé depuis dix-huit mois et qui s'expliquerait d'ailleurs par des raisons multiples.

Mais cette action renouvelée, raffermissée, intensifiée du communisme et de la classe ouvrière qu'il s'attache à grouper autour de lui (car le grand mot d'ordre du 3^e Congrès de l'I.C. « allons aux masses », sera entendu et appliqué) — ce regain d'ardeur dans la lutte sociale devront aller de pair avec un mouvement intellectuel de plus en plus vigoureux. La pensée d'abord, disent les uns, en citant d'excellents auteurs ; l'action d'abord, répondent les autres, en évoquant des autorités non moins célèbres. La pensée et l'action ne se peuvent séparer. La pensée, qui prétendrait se suffire à elle-même, nous acheminerait aux pires ratiocinations, à un byzantinisme desséchant, aux pures discordes de sectes, pour la plus grande joie de l'adversaire commun. Et d'ailleurs, nous ne sommes ni une académie, ni une école. Les prolétaires, qui ont afflué dans le Parti communiste, lui demandent

sans doute un aliment moral, le réconfort d'une doctrine claire, mais ils lui vouent leurs efforts parce qu'ils saluent en lui l'organe d'affranchissement du prolétariat, et cette libération ne peut sortir que du geste révolutionnaire. Ce ne sont pas les encyclopédistes qui ont renversé chez nous l'ancien régime, mais les paysans soulevés contre les féodaux et les ouvriers de Paris qui ont maté l'armée royale.

De même une action sans pensée conduirait à l'émiettement des énergies, à la dispersion des épisodes, aux vaines échauffourées, et en cas de succès même, à l'impuissance constructive. Il n'est pas besoin d'insister là-dessus, et tous les militants conscients ont déjà résolu ce problème pour eux-mêmes, conformément à la raison. Nous ne serions pas en droit de nous réclamer de la méthode scientifique, qui est aussi la méthode réaliste, si nous séparions l'un de l'autre les deux aspects de la préparation révolutionnaire.

Or, avons-nous accompli les efforts nécessaires pour donner aux adhérents de nos sections tous les moyens de développer leur intellectualité et par suite d'apporter à leur Parti, à la défense et à l'émancipation du prolétariat, toutes les valeurs latentes qui sont en eux ? Le système d'éducation, que les Etats bourgeois ont établi par méthode et calcul social, revient à laisser volontairement infécondes des millions d'intelligences ; il stérilise les énormes puissances d'invention ou de compréhension et d'adaptation, qui dorment dans les masses populaires. Nous n'avons pas encore licence de réformer l'éducation publique, mais je demande si, dans le domaine qui est le nôtre, nous avons rempli notre devoir et je réponds : non. Ni au regard de l'école communiste, c'est-à-dire de la formation des propagandistes et des militants, nous n'avons réussi à nous doter des instruments suffisants, ni dans l'ordre de nos publications extra-journalistiques, nous n'avons abouti à mettre aux mains des travailleurs les éléments d'information dont ils reconnaissent eux-mêmes avoir grand besoin.

C'est un sujet sur lequel je reviendrai et souvent, car il est essentiel pour notre avenir. On dit que notre Parti manque de cadres, et c'est la vérité, et cette vérité est d'autant plus douloureuse qu'il aspire lui-même à servir de cadre à la classe ouvrière qui monte à l'assaut du vieux régime. Notre Parti renouvelé par

l'infusion d'un sang plus jeune, arraché aux routines du passé, aux déviations réformistes qui triomphèrent surtout pendant la guerre, cherche sa voie dans les complications de l'heure présente. D'aucuns attribuent toutes les fautes, toutes les incertitudes aux « chefs » temporaires, mais les chefs dans un Parti prolétarien ne vaudront jamais que ce que vaudront les masses, et celles-ci ont fait déjà assez d'expériences cruelles, pour qu'elles ne cèdent plus aux confiances excessives et au culte des individualités, si dévouées que soient ces dernières à la cause commune.

Or les éléments d'information, de documentation manquent non seulement à ces masses, je veux dire à nos dizaines de milliers de militants, mais encore à tous ceux qui, voulant exercer une action, concourir plus vigoureusement à l'effort d'ensemble, cherchent à compléter leur instruction. La littérature socialiste, communiste française est étrangement pauvre. Elle révèle surtout sa médiocrité, lorsqu'on la compare à la littérature allemande ou russe. La responsabilité en incombe-t-elle aux lecteurs éventuels ou aux auteurs possibles ? Est-ce défaut de curiosité chez les uns, ou de travail chez les autres ? Toujours est-il que le fait est là, et il n'est pas à notre honneur. Rares sont les volumes, ou de science, ou de vulgarisation, écrits depuis un quart de siècle par les socialistes français — devenus les communistes. C'est à cette lacune qu'il s'agit de remédier. Et c'est tout un plan de publications qu'il importe de mettre à exécution. L'objectif est d'offrir à nos militants, à la classe ouvrière et dans des conditions de prix abordables, en dépit de la hausse des matières premières et de tout ce qui touche à la fabrication des livres, des ouvrages succinets, rapides et complets à la fois, qui leur permettent d'acquérir des idées d'ensemble et en même temps une connaissance substantielle des choses.

La librairie de l'*Humanité*, qui est aussi la librairie centrale et la maison d'édition du Parti, se vouera à cette tâche obligatoire. Elle a entrepris une première collection où sera présentée en raccourci l'histoire des idées socialistes depuis la révolution de 1789. Tous les systèmes qui ont apporté une contribution à cet énorme mouvement intellectuel — le plus grand qui se soit développé jusqu'ici, seront examinés, analysés, commentés. Gracchus Babeuf et Lassalle, Fourier et Karl Marx, Saint-Simon et Pecqueur seront étudiés, en des opuscules dont la netteté d'exposition devra être la première qualité. Une histoire du Parti socialiste, une histoire des Syndicats en France, une histoire des trois Internationales devaient nécessairement s'adjoindre à cette série. D'au-

tres séries concerneront les partis communistes à l'étranger ou les grands problèmes internationaux, économiques et politiques. Le prix, répétons-le, de ces petits ouvrages, restera tel qu'ils seront à la portée de tous.

Mais le livre, mieux le petit livre, ne suffit pas. La brochure doit avoir sa place, et à cet égard encore tout est à faire ou mieux à refaire. Il n'y a pas d'action communiste possible si elle n'est associée à une pensée communiste toujours en éveil.

Paul LOUIS.

VIENT DE PARAÎTRE

Histoire du Parti Socialiste en France

Par PAUL LOUIS

Prix : 2 francs. — Franco : 2 fr. 15

Ce volume est le premier de la collection :

Histoire des Doctrines Socialistes

(LES IDEES ET LES FAITS)

Cette collection, qui comprendra au moins 12 volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir à tous ceux qui s'intéressent à la question sociale une documentation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que disséminée dans des volumes importants d'un prix inabordable.

On pourra se procurer les 12 volumes de la première série, soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution, soit en souscrivant au comptant aux 12 volumes, pour le prix réduit de 20 francs les 12 volumes.

LISTE DES 12 VOLUMES A PARAÎTRE en 1922

1. Histoire du Parti Socialiste (Paul Louis).
2. Histoire des Syndicats (Ker).
3. Histoire des Trois Internationales (A. Dunois).
4. Babeuf (A. Mathiez).
5. Saint-Simon et les Saint-Simoniens (Labrousse).
6. Fourier et les Fourieristes (Labrousse).
7. Louis Blanc, Vidal, Pecqueur, Gabet (Paul Louis).
8. Proudhon (Pelletier).
9. Karl Marx (l'Economiste) (Rappoport).
10. — (l'Historien) (Rappoport).
11. — (l'Homme d'action) (A. Dunois).
12. Lassalle (Rappoport).

Adressez commandes et mandats au camarade Henri Suchet, Librairie de l'« Humanité », 142, rue Montmartre.

Vient de paraître :

ANDRE MORIZET

Chez Lénine et Trotsky

(Moscou 1921)

Préface de Léon TROTSKY

Nombreux documents photographiques

Franco..... 7 75

En vente à la Librairie de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre, Paris.

La Semaine Internationale

Gênes n'a pas amené la Paix. Amènera-t-elle la Guerre ?

La Conférence de Gênes est virtuellement terminée. Les derniers jours de cette réunion internationale tiendront une place dans l'histoire grâce au memorandum russe qui a situé avec éclat les positions respectives du capitalisme et de la Révolution. C'est un fait particulièrement remarquable que dans toute la presse bourgeoise il ne s'est pas trouvé un doctrinaire pour seulement tenter la réfutation du document historique déposé par Tchitchérine sur le bureau de la Conférence.

Les injures n'ont pas manqué. Mais la discussion des arguments historiques et juridiques n'a pas été esquissée. Il est en effet impossible d'attacher une importance quelconque à la tentative malheureuse faite par le professeur Aulard pour mettre en contradiction la note russe et l'histoire. Sur une lecture hâtive du texte russe, M. Aulard a attribué à Tchitchérine l'affirmation que la Convention avait annulé les dettes d'Etat. Si comme il l'enseigne lui-même, M. Aulard avait serré de près le texte qu'il discuta, il se serait aperçu que la note de la délégation soviétique n'attribuait à la Convention que ce qu'elle a fait en réalité : une déclaration du principe que « les actes des tyrans n'engagent point les peuples », et que l'annulation partielle de la dette d'Etat est dans la phrase rapide de Tchitchérine attribuée à la Révolution. Or, je ne sache point que le Directoire puisse être rejeté hors de la Révolution, tout au moins par M. Aulard, qui n'a pas sur le 9 thermidor la même opinion que nous.

La vérité est que la défense du principe de la propriété intangible et sacrée n'est soutenable par personne, l'histoire n'étant qu'une longue série de violations des législations successives.

Si la bataille entre le capitalisme et le communisme se menait uniquement sur le plan intellectuel, il y a longtemps que la justice règnerait sur le monde. Mais les maîtres de la société présente disposent pour leur défense de la force et de la ruse.

Les théoriciens capitalistes n'ont pas réfuté Tchitchérine, mais les politiciens et les hommes d'affaires ont manœuvré à travers le monde. Le groupe international qui a pour avoués MM. Theunis et Poincaré et pour avocats MM. Jaspard et Barthou se trouvaient il y a quelques jours dans une situation peu avantageuse. En sacrifiant à ses insoutenables revendications l'intérêt des petits porteurs de fonds russes, il se mettait en travers des projets de rétablissement du marché européen. heurtait de front la politique de M. Lloyd George et risquait d'être mis à l'écart sans avantage. Pour compenser sa faiblesse il a

cherché des Alliés. Il les a trouvés en Amérique. La collusion entre le gouvernement français et l'américaine *Standard Oil* est déjà une vieille chose. Les places que le trust américain réserve à nos ambassadeurs et généraux en est une preuve. Les coulisses de la Conférence et Paris ont été le théâtre d'intrigues et de tractations compliquées entre politiciens et hommes d'affaires pour tenter la reconstitution du front unique capitaliste contre la Russie.

Les naufrageurs de la Conférence ont obtenu que toutes les solutions pratiques soient remises au 26 juin. D'ici là les sociétés rivales se seront mises d'accord, sur la meilleure manière de dépouiller la Russie et de pressurer le prolétariat mondial.

C'est évidemment un succès pour M. Poincaré. Il avait juré de ne pas traiter avec les Soviets, et Gênes s'achève sans qu'il ait manqué à son serment. Toutefois quand il aura savouré cette jouissance d'amour-propre, dont le goût rappelle celles qu'il a connues par le grand massacre, il n'aura pas amélioré la situation du budget, de l'industrie ni du commerce français.

Quant à M. Lloyd George, d'ici le 26 juin il n'aura pas diminué le nombre des chômeurs britanniques.

Le gouvernement français retire de la Conférence de Gênes la joie démoniaque, d'avoir augmenté les chances de conflit européen, mais il ne faut pas se dissimuler que M. Poincaré ne se contentera pas pour cela. Etant du pays de Jeanné d'Arc il se croit facilement un homme providentiel. Il veut sauver le capitalisme.

Il intrigue actuellement à Gênes, à Bucarest, à Varsovie, pour que la Roumanie et la Pologne s'associent à Wrangel et à Petlioura. Il s'efforce d'intéresser l'Amérique aux mencheviks de Géorgie. Ses journaux célèbrent l'union européenne anticommuniste. C'est une préparation aux futurs exploits des *Croisés* polonais et roumains.

Nous saurons sans doute avant peu si en Pologne et en Roumanie la sagesse l'emporte sur la folie. Si M. Skirmunt et M. Diamandy sont des réalistes ils n'auront pas passé un mois à Gênes sans comprendre qu'en réalité les Soviets sortent victorieux de l'aventure ; le traité de Rapallo à lui seul valait le voyage. L'été ne passera pas sans que l'Italie suive l'exemple allemand. Etre la torche dont se servirait M. Poincaré pourrait coûter cher à la Pologne et à la Roumanie et leur rapporterait fort peu. Mais la frénésie impérialiste qui leur fait étrangler la Galicie orientale et la Bessarabie ne permet guère d'espérer en la fermeté de leur jugement.

Et par-dessus tout l'échec capitaliste à Gênes va provoquer chez les mercantis de toute l'Europe qui attendaient la reprise des affaires

une telle déception que se voyant fermer les marchés de la paix ils vont rêver avec une ferveur nouvelle aux marchés de la guerre.

La Guerre anglaise en Asie-Mineure

Si M. Lloyd George voulait pour des raisons d'intérêt bien connues réconcilier la Russie avec l'Europe, il a des raisons qui ne sont ni plus ni moins morales pour rallumer la guerre turco-grecque.

Après avoir accepté le principe de l'évacuation de l'Asie Mineure par les Grecs, le Foreign Office vient de découvrir une raison de changer d'avis. Il déclare aujourd'hui impossible de ramener les provinces d'Asie Mineure sous la domination turque par crainte des exactions qu'aurait à subir la minorité chrétienne.

Lord Curzon a sans doute négligé de comprendre le danger de son argumentation. En l'appliquant à l'Egypte, aux Indes, au Transvaal on est obligé de conclure à l'impossibilité du maintien de la domination anglaise.

Le roi Constantin voit l'Angleterre se rallier encore une fois à ses prétentions. La guerre va reprendre. Et cela éclaire d'un jour tout nouveau la neutralité que M. Lloyd George voulait imposer à la Russie dans la question turque. Le plus pacifiste des politiciens capitalistes ne peut s'empêcher de caresser et d'entretenir une guerre.

Cela seul permet de juger les perpétuels dangers d'incendie que court un pays dont le président du Conseil a, de l'aveu de ses collaborateurs, préparé soigneusement la reprise de l'Alsace-Lorraine.

Robert PELLETIER.

Le Socialisme Révolutionnaire Contre-Révolutionnaire

Sous Kerensky, après la chute du tsarisme, le parti socialiste-révolutionnaire fut le centre de la résistance bourgeoise. Après la révolution bolchevique, il fut le centre actif de la contre-révolution.

Autrefois uni, le parti socialiste-révolutionnaire, au fur et à mesure que se développaient les événements révolutionnaires se décomposa rapidement.

La droite avec Savinkov ne tarda pas à s'allier ouvertement avec les monarchistes.

La gauche n'a eu qu'une existence éphémère et la plus grande partie de ses adhérents s'est dispersée par la suite dans les autres organisations.

Le centre, avec Kérensky et Tchernov, fut la fraction la plus nombreuse et la plus agissante, la plus redoutable dans les entreprises dirigées contre la Révolution.

La Droite

Elle eut pour chef Savinkov. Aidé de Mme Brichkoskaïa et avec de l'argent américain, ce dernier fonda le journal *La Volonté du peuple* qui soutint la monarchie et s'appuya sur certains groupes cosaques.

Tchernov a déclaré par la suite que c'est Savinkov qui a trahi son parti. C'est vrai : Savinkov a trahi. Il a soutenu Krasnov et Kornilov au moment de leurs entreprises sur Petrograd. Il est devenu l'agent secret de Noulens et d'autres diplomates contre-révolutionnaires étrangers. Il a organisé divers soulèvements, notamment à Yaroslav pendant l'été 1919. Il a aussi organisé un grand nombre de conspirations terroristes et ce fut lui qui, vraisemblablement, inspira la malheureuse qui tira sur Lénine.

Il fut successivement l'allié de Denikine, de Wrangel et de la Pologne. Il fut en relations avec Balakovitch, traître passé à la Pologne.

Savinkov, chef de la droite, fut réactionnaire, monarchiste, antisémite et agent de l'étranger.

La Gauche

La gauche internationaliste, s'est séparée du parti socialiste-révolutionnaire pour marcher avec les bolcheviks en 1917. Elle a, par les attaches qu'elle possédait dans les campagnes russes, aidé puis-

samment la révolution à conquérir la sympathie des paysans. D'ailleurs les bolcheviks adoptèrent dans ses grandes lignes le programme agraire des socialistes-révolutionnaires. Après la révolution de novembre, ceux-ci eurent quatre commissaires dans le gouvernement. Mais, bientôt, leurs sympathies reprirent le dessus et ils se séparèrent des bolcheviks.

C'est la gauche socialiste-révolutionnaire qui a organisé l'assassinat du comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne en Russie après la paix de Brest-Litovsk.

Par la suite, la gauche ne s'est pas désolidarisée de Mouraviev. Ce dernier qui commandait comme colonel contre l'insurrection des prisonniers tchécoslovaques armés par la contre-révolution européenne passa à l'ennemi.

Cette gauche devint ensuite une fraction souterraine, conspirative, activiste, qui sans s'unir ouvertement aux réactionnaires comme le centre, organisa la décomposition des forces révolutionnaires et en liaison avec les anarchistes pratiqua le terrorisme.

Tous les jours, avec l'affermissement du pouvoir des soviets et du parti bolchevik, la gauche se décompose un peu plus. Actuellement la plupart de ses membres se sont retirés de l'action militante ou sont entrés dans le Parti Communiste. La gauche socialiste-révolutionnaire n'est plus maintenant représentée que par quelques isolés.

Le Centre

Etant donnée la trahison rapidement caractérisée de la droite on peut dire que le centre fut, en réalité, la vraie droite du parti socialiste-révolutionnaire. C'est en mars 1917 qu'il fut le plus fort — Kerensky était alors le chef du gouvernement provisoire. Le centre eut alors plusieurs ministres parmi lesquels, en raison du rôle qu'il cherche à jouer maintenant à l'étranger, il faut citer Tchernov.

C'est le centre qui, en Russie, a pris l'initiative de la terreur blanche, en envoyant des détachements contre les paysans qui partageaient les terres.

Après la révolution de novembre, ce sont les so-

cialistes-révolutionnaires du centre qui ont donné le signal du soulèvement à main armée contre le gouvernement révolutionnaire. Et c'est alors que la bourgeoisie a tenté de redresser la tête.

Juand les troupes de Krasnov étaient près de Petrograd, l'ensemble de l'opération politique était dirigé par Kerensky, Savinkov et un menchevik. Avec le concours du colonel Pokoniekov, ils ont à eux trois organisé les émeutes des écoles militaires qui devaient opérer leur jonction avec Krasnov.

A Moscou, les socialistes-révolutionnaires du centre organisent la résistance contre les ouvriers qui prennent le pouvoir.

Au 3^e Congrès de leur parti, ils se déclarent prêts à la guerre civile contre les bolcheviks et décident le rassemblement de toutes les forces décidées à mener la lutte avec eux. Ils appellent le secours de l'aide étrangère pour reconstituer le front oriental de la guerre européenne. C'est à ce moment qu'ils sont devenus les pionniers de l'intervention étrangère armée contre les soviets.

Dans la fameuse organisation : l'Union pour la régénération de la Russie, le centre a pris une part active. Par un de ses membres, Axentiev, il a été en relations avec les ambassadeurs de l'Entente et a avec tous ces concours diplomatiques organisé l'armement et le soulèvement des prisonniers tchéco-slovaques.

Les socialistes-révolutionnaires ont organisé la chasse contre toutes les organisations même non bolcheviks qui refusaient de combattre pour eux. Ils se sont livrés à de terribles massacres dans le gouvernement de Samara. Ils ont eu recours aux mitrailleurs des ouvriers dans les usines. Un officier socialiste-révolutionnaire, Sodonnikov, a publié, à Prague, une brochure intitulée : *Les aventures du général Haida* ; dans cette brochure, Sodonnikov raconte comment, à ce moment-là, les socialistes-révolutionnaires pendaient des centaines d'ouvriers aux lanternes et aux arbres.

Les socialistes-révolutionnaires du Centre ont aussi pratiqué le système des otages au profit de Koltchak. Et les mencheviks qui protestent si véhémentement contre la terreur bolchevik n'ont jamais élevé la moindre protestation contre ces actes-là.

Partout où ils ont pu le faire, les socialistes-révolutionnaires ont mis la main sur l'or russe.

Sur la Volga, en Sibérie, à Oufa, là où ils étaient en majorité, ils ont cédé aux réactionnaires. Avec eux ils ont constitué un Directoire dans lequel ils étaient deux contre trois et c'est de ce Directoire que Koltchak a tiré son pouvoir.

Partout où les socialistes-révolutionnaires du centre sont au pouvoir, ils restaurent l'ancien régime économique. Sur la Volga, ils rendirent les usines aux anciens propriétaires.

La Décomposition du Centre

Une telle conduite inspira tout de même du dégoût à un grand nombre de membres du parti du centre qui, sous Koltchak, ne tarda pas à entrer en décomposition.

Une minorité avec Voievsky en tête a entamé à ce moment des pourparlers avec le gouvernement des soviets. De nombreux socialistes-révolutionnaires purent alors rentrer

Une opposition légale au gouvernement bolchevik se constitua. Elle fut d'ailleurs sans aucune influence. Elle renoussait la lutte armée pour renverser le gouvernement, parce que, disait-elle, la

lutte armée constitue en réalité une aide aux bolcheviks en faisant se serrer tout le monde autour d'eux.

Les socialistes-révolutionnaires qui, sous le couvert des autres, rentrèrent en Russie bolchevik, n'admirent pas ces principes. S'ils renoncèrent à la lutte armée en juin 1919, c'est parce qu'ils sont sans force. Mais leur conférence, en termes voilés, annonce que cette lutte va bientôt recommencer. Elle proclame la nécessité de la lutte sur deux fronts : contre la réaction et contre les bolcheviks. Pour mener cette lutte, les socialistes-révolutionnaires s'appuient sur les paysans qu'ils ont organisés et dont ils utilisent les instincts netifs-proprétaires choqués par les réquisitions.

En septembre 1920, une nouvelle Conférence socialiste révolutionnaire jette le masque : elle prévoit la lutte armée comme inévitable et pose, comme tâche immédiate, le travail d'organisation de cette lutte. Les socialistes-révolutionnaires disent alors : « Il n'y a plus de danger monarchiste, combattons le danger bolchevik ».

La réalisation de ces décisions se poursuit systématiquement.

Dans les villages, une campagne d'agitation est menée, où l'on propose aux paysans un projet de révolution démocratique. Les agitateurs socialistes-révolutionnaires remarquent ceux qui prêtent une oreille favorable à leurs discours. Ce sont, d'ailleurs, généralement les éléments les plus réactionnaires. Peu importe, on les réunit ensuite à part, on les organise clandestinement. Puis, parmi eux, on réunit ceux qui paraissent avoir le plus d'influence, et l'on forme un noyau du parti en désignant d'avance les chefs éventuels de l'insurrection.

Malgré tous ces efforts, les socialistes-révolutionnaires n'ont pas réussi à créer une organisation sur le plan national. Mais, un peu partout, ils ont réussi à susciter des bandits locaux. En Sibérie occidentale, par exemple, plusieurs de ces bandits ont réussi à interrompre pendant trois semaines, le trafic par voie ferrée, privant ainsi de blé pendant ce temps-là les centres de cette région.

A Saratov et à Samara, Antonov, un ancien socialiste-révolutionnaire (qui se dit encore socialiste-révolutionnaire), a provoqué de terribles émeutes. En un an, plus de deux cents communistes ont été tués. Une armée importante a été constituée, contre laquelle il a été nécessaire d'envoyer de forts détachements.

Le Terrorisme Contre-Révolutionnaire des Socialistes-Révolutionnaires

Pendant tout le cours de la Révolution, les socialistes-révolutionnaires se sont rendu coupables d'actes terroristes dirigés contre le pouvoir des Soviets.

Dans leur journal : *la Cause du Peuple*, ils ont menacé les bolcheviks de la terreur, à propos de la dissolution de la Constituante.

A diverses reprises, ils ont fait de semblables menaces dans leur journal : *la Volonté du Peuple*, édité à Prague.

Malgré cela, le Comité Central de ce parti a osé dire que l'accusation de terreur portée contre les socialistes-révolutionnaires est un mensonge bolcheviste. En septembre et en novembre 1920, il a osé, dans deux manifestes, nier avoir jamais eu recours à la terreur.

Cependant, Zenzinov, socialiste-révolutionnaire,

membre du Directoire d'Oufa, raconte, dans la brochure qu'il a fait éditer à Prague, que la femme qui a tiré sur Lénine est venue auparavant le trouver pour lui proposer d'entrer dans le complot. Il est vrai que les confidences s'arrêtèrent là et que Zenzinov oublie de nous faire connaître quelle fut sa réponse à cette proposition.

Mais la vérité ne nous échappe pas pour cela. Mme Kusnin Karabatev a déclaré, lors de son jugement par le tribunal militaire de Denikine, qu'elle a pris une part importante à l'attentat contre Lénine en procurant les passeports à Mme Rujtkaplan.

Mme Kusnin Karabatev appartenait au Parti socialiste-révolutionnaire. Il est curieux de constater qu'à chaque phase de la préparation et de l'exécution de cet attentat on trouve ainsi, dans la pénombre, une silhouette de socialiste-révolutionnaire.

Il est de notoriété publique que nos camarades Ouretz, de Moscou, et Volodarsky, de Pétrograd, ont été assassinés par des socialistes-révolutionnaires.

D'ailleurs, le gouvernement des Soviets a en sa possession des documents non encore publiés, qui font apparaître de façon irréfutable que l'accusation de terrorisme portée contre les socialistes-révolutionnaires est presque toujours probablement sinon certainement vraie pour les attentats dirigés contre les communistes ; et que cette accusation est certainement établie pour tous les complots destinés à intimider les paysans et les ouvriers n'appartenant pas au Parti Communiste, mais qui voulaient agir en révolutionnaires.

Sur la Volga, au moment du soulèvement des prisonniers tchéco-slovaques, les socialistes-révolutionnaires eurent comme alliés les réactionnaires et les monarchistes et ils partagent avec ces derniers la responsabilité de la Terreur blanche.

Après l'aventure Koltchak, les socialistes-révolutionnaires disaient que plus jamais ils ne suivraient les monarchistes. Cependant, peu après, les Comités locaux socialistes-révolutionnaires s'unissaient à Denikine. Les trois principaux leaders socialistes-révolutionnaires de Kiev furent désignés par le général réactionnaire pour administrer la municipalité. Ils sont restés au poste où les avait placés Denikine. Quand l'aventure Denikine fut enfin liquidée, et quand l'autorité des Soviets parut solidement restaurée, ces trois leaders furent traduits devant un tribunal du Parti socialiste-révolutionnaire. La peine infligée fut légère : le tribunal décida de les suspendre temporairement de leurs droits de membres du Parti dans les limites territoriales de l'Ukraine. En même temps, le même tribunal prononçait des condamnations contre les socialistes-révolutionnaires qui avaient prêté aide aux bolcheviks dans la lutte contre Denikine.

A Tomsk, il a été possible de vérifier que les socialistes-révolutionnaires avaient entretenu des rapports politiques avec les débris de l'armée Koltchak. Ils s'entretenaient souvent pour faire obtenir leurs passeports à d'anciens officiers blancs. Un vieux et influent militant socialiste-révolutionnaire de là-bas entraînait dans les organisations monarchistes et donnait aux officiers blancs, avant leur départ, des adresses conspiratives. Un officier monarchiste arrêté, et qui portait le faux nom de Mouraviev, portait sur son passeport des cachets socialistes-révolutionnaires et était porteur d'adresses de nombreux socialistes-révolutionnaires habitant la région où il se rendait.

Des faits analogues ont été constatés un peu

partout. Dans la plupart des détachements de bandits que les Soviets ont eu à combattre, on retrouve inmanquablement des monarchistes unis à des socialistes-révolutionnaires.

Les représentants des socialistes-révolutionnaires à l'étranger, comme Soukominov, ont été de fervents interventionnistes. Dans ce qui reste de l'organisation de la 2^e Internationale, ils n'ont jamais cessé de défendre la thèse de l'intervention.

Aujourd'hui, les socialistes-révolutionnaires vont sans cesse aggravant leur attitude.

En 1920, lors de leur Conférence de Moscou, c'est seulement grâce à l'intervention de leur Comité Central que fut repoussée une motion se prononçant en faveur de la terreur contre les bolcheviks. Et il est évident que le Comité Central n'intervint que pour des raisons de prudence et d'opportunité.

En 1921, au cours de l'été, une nouvelle conférence mit à l'ordre du jour la question de la Révolution anti-communiste par la violence. Et les instructions les plus précises furent données à tous les groupements pour assurer le succès de l'entreprise.

Socialiste-Révolutionnaire Contre-Révolutionnaire Masqué

A l'instigation du gouvernement français (c'est M. Leygues qui, à cette époque, était président du Conseil), une Conférence contre-révolutionnaire russe fut tenue à Paris, en janvier 1921. A cette conférence assistaient : 17 socialistes-révolutionnaires et 13 cadets. Cette conférence élut un Comité Exécutif, formé de trois cadets contre deux socialistes-révolutionnaires.

Ce Parti socialiste-révolutionnaire, qui fut terroriste sous le tsar, a toujours été pour la coalition avec les bourgeois. Et aujourd'hui qu'il a besoin d'argent, il est prêt à toutes les compromissions pour continuer à jouer un rôle politique.

Dans leur journal de Reval : *la Russie révolutionnaire*, les socialistes-révolutionnaires peuvent protester contre l'accusation de coalition avec la bourgeoisie. Cela ne les empêche pas de la pratiquer chaque fois qu'ils en ont l'occasion.

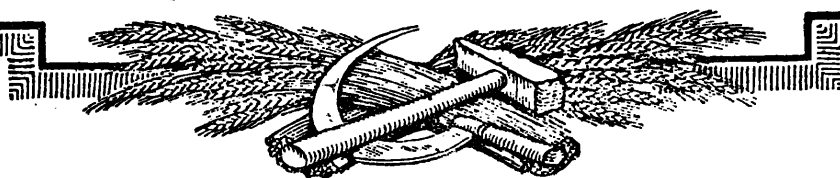
Leur chef Tchernov est un petit-bourgeois à droite de Zenzinov et d'Avksentiev. Eh bien ! il y a une lettre d'Avksentiev au Comité Central du Parti socialiste-révolutionnaire qui est tombée entre les mains du gouvernement des Soviets. Dans cette lettre, Avksentiev proteste contre la décision prise par le Parti de lutter sur deux fronts : contre la réaction et contre les bolcheviks. Avksentiev se prononce pour Koltchak et pour Denikine, contre les Soviets et contre les bolcheviks. Il trouve que la dictature des généraux n'est pas si nuisible que la dictature des communistes.

Il est écessaire qu'à la lumière de ces faits et de tous ceux qui ne sont pas encore révélés et sur lesquels le Gouvernement des Soviets ne manquera pas de faire la lumière, le prolétariat du monde entier apprenne que socialiste-révolutionnaire et contre-révolutionnaire masqué sont deux expressions qui ont exactement le même sens.

Au moment où les mencheviks du monde entier essaient d'apitoyer l'opinion ouvrière sur les socialistes-révolutionnaires qui vont avoir à répondre de leurs trahisons devant les tribunaux réguliers de la Russie révolutionnaire, il n'était pas mauvais de mettre quelques faits particulièrement probants sous les yeux de nos militants, afin qu'ils puissent partout rétablir la vérité.

Albert TREINT.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



CONTRE LE SABOTAGE DU FRONT UNIQUE

Pour la Convocation immédiate d'un Congrès international

La délégation de l'Exécutif de l'Internationale Communiste au Comité des Neuf (composé des camarades Karl Radek, Clara Zetkin et L.-O. Frossard, adresse le manifeste suivant aux ouvriers et aux ouvrières de tous les pays :

OUVRIERS ET OUVRIÈRES !

La Conférence des Exécutifs des trois Internationales ouvrières, qui s'est réunie à Berlin au début du mois d'avril, s'est prononcée pour la convocation d'urgence d'un Congrès ouvrier international. En présence de la Conférence de Gênes, la nécessité de réunir d'urgence un semblable congrès apparaissait en effet si évidente que la 2^e Internationale n'osa pas se dresser ouvertement contre cette revendication, bien qu'elle eût déjà l'intention arrêtée de l'empêcher d'aboutir.

La 2^e Internationale est un groupement de partis réformistes ou directement associés à leurs gouvernements capitalistes et qui s'obstinent à éviter tout conflit avec ces gouvernements. Ses leaders tiennent à ne point troubler l'œuvre des diplomates bourgeois. Aussi se sont-ils opposés à l'énonciation, dans l'appel officiel de la Conférence de Berlin, de cette revendication ouvrière légitime qui a trait à l'annulation du honteux traité de Versailles. Aussi ont-ils déclaré impossible la convocation d'un Congrès ouvrier mondial avant la fin d'avril. Ils espéraient qu'à cette date la conférence de Gênes s'étant séparée, le Congrès perdrait le caractère d'une intervention directe du prolétariat dans les discordes de la diplomatie capitaliste.

Mais il en est autrement. Les intérêts des Etats capitalistes se heurtent et se combattent tellement que la volonté de spoliation et de pillage concerté du monde ne peut pas même unir d'emblée les dirigeants de la bourgeoisie internationale. Depuis un mois, ils se disputent les parts du tribut qu'ils entendent imposer à la Russie des Soviets. Tout travailleur conscient, tout travailleur conservant dans son cœur un vestige de convictions socialistes ne peut plus douter, devant les résultats de

la Conférence de Gênes, que le prolétariat international ait le devoir impérieux d'intervenir avec la plus grande énergie et de s'opposer à la politique des gouvernements capitalistes.

M. Lloyd George, lui-même, a nettement dénoncé le danger, ne dissimulant point, qu'à moins de changements radicaux, l'Europe va au devant d'une nouvelle guerre mondiale. La proposition faite par la délégation russe à Gênes, de discuter la question du désarmement s'est bornée au veto de l'impérialisme français. Les projets de M. Lloyd George tendant à assurer la paix pour 10 ans, resteront lettre morte tant que les Etats capitalistes continueront leurs armements et que le traité de Versailles restera en vigueur. L'antagonisme anglo-français, qui s'est révélé dans toute son ampleur à la Conférence de Gênes, nous indique déjà les champs de bataille de demain sur lesquels mourront des millions de travailleurs assassinés par les forbans capitalistes.

Les exigences des gouvernements alliés, vis-à-vis de la Russie des Soviets, s'attaquent à l'ensemble de la classe ouvrière internationale. Les ouvriers de tous les pays ont combattu et combattent pour substituer la propriété sociale des moyens de production à la propriété privée. Et l'on a vu, à Gênes, la lutte graviter autour de cette exigence : la restitution des fabriques, des mines et des chantiers russes aux capitalistes étrangers. Il s'agit de replacer le peuple russe sous l'ancien joug. Et, qui plus est, on exige qu'il accepte les charges écrasantes des dettes du tsarisme et de la bourgeoisie déchuë.

Tout travailleur comprend, dans ce cas, la nécessité de la résistance. L'Exécutif de l'Internationale Communiste pronosait, le 23 avril, à la 2^e Internationale et à celle de Vienne de réunir sur-le-champ le Comité des Neuf, formé des représentants des trois Exécutifs, afin qu'il puisse décider la convocation d'un Congrès ouvrier international. Le secrétaire de la 2^e Internationale, le citoyen Mac Donald, donna son acquiescement tout en di-

sant ne pouvoir assister personnellement à cette réunion. C'est à la social-démocratie allemande que revient le mérite d'avoir, dans l'intérêt du Capital mondial, saboté la réunion du Comité des Neuf. Ce parti qui, par son vote du 4 août 1910, a porté à l'Internationale Ouvrière le premier coup mortel, ce parti qui, instrument docile de l'Allemagne militariste et impérialiste, s'est couvert de honte après la guerre, — ce parti qui, après l'effondrement de l'impérialisme allemand, empêcha la victoire de la Révolution prolétarienne en Europe centrale, qui restitua sans résistance aucune à la bourgeoisie le pouvoir conquis par la révolution du 9 novembre 1918, qui aida ensuite la bourgeoisie à s'affermir sur les cadavres de 15.000 prolétaires assassinés par les fusilleurs du citoyen Noske, ce parti use encore actuellement de tous les moyens pour empêcher le commencement d'une action d'ensemble du prolétariat international. Son organe central déclare prématurée la réunion du Comité des Neuf et plus prématuré encore le Congrès Ouvrier international.

On est confondu de voir la social-démocratie allemande empêcher la réunion du Congrès Ouvrier international, au moment précis où l'impérialisme français se prépare à demander à nouveau des comptes au peuple allemand. Mais c'est justement dans l'échéance du 31 mai, pour laquelle M. Poincaré entend présenter sa lettre de change au peuple allemand, que réside l'explication de l'attitude de la social-démocratie allemande. Après s'être rendue à la discrétion de la bourgeoisie allemande, la social-démocratie n'ose plus ni résister à la bourgeoisie mondiale, ni résister au traité infâme de Versailles. Elle place tous ses espoirs en la diplomatie et ne pense plus à la volonté de résistance du prolétariat international. Pour garder la faveur de la bourgeoisie et pour en être ménagée, la social-démocratie allemande réprime toutes les aspirations révolutionnaires et sabote la réunion du Congrès Ouvrier international.

Elle redoute que ce Congrès ne la contraigne de collaborer avec les autres partis ouvriers allemands dans l'intérêt de la défense du prolétariat allemand contre les charges accablantes dont on menace ce dernier.

TRAVAILLEURS !

L'Internationale de Vienne, continuant de travestir la vérité, voudrait laisser croire que l'ajournement de la réunion du Comité des Neuf n'est dû qu'à des raisons d'ordre technique. N'en croyez rien ! Quiconque, après avoir suivi les événements de Gênes, ne se rend pas compte de la nécessité d'une action prompte, quiconque cherche à différer encore la réunion du Comité des Neuf, est évidemment mu par des raisons politiques qui l'empêchent de participer à l'action ouvrière commune.

OUVRIERS ET OUVRIÈRES !

Si vous voulez que le Congrès mondial de votre classe se réunisse et ne se termine point par l'adoption de quelques résolutions creuses et inefficaces, comme le Congrès de Rome de la Fédération Syndicale d'Amsterdam, il ne vous est plus permis de vous taire et d'attendre que les diplomates de la 2^e Internationale et de celle de Vienne se soient convaincus de l'inocuité d'un Congrès ouvrier international survenant trop tard. Vous devez, sans distinction de parti, prendre sur vous la cause de ce congrès.

Nous invitons les travailleurs appartenant à tous les partis qui veulent le front uni du prolé-

tariat contre l'offensive patronale, à se réunir dans chaque atelier, dans chaque syndicat, dans chaque localité, à y constituer des comités communs de propagande pour le Congrès ouvrier international et à forcer ainsi leurs organisations politiques et syndicales à se prononcer dans le même sens.

OUVRIERS ET OUVRIÈRES !

Si, sans distinction de parti, vous élevez la voix pour le Congrès ouvrier international, vos chefs réfléchiront avant de continuer à le saboter.

OUVRIERS ET OUVRIÈRES !

La 2^e Internationale a déchiré, en fait, la convention de Berlin. Il appartient à l'Internationale Communiste de tirer les conclusions de ces faits. Mais il est du devoir de tous les prolétaires, sans distinction de parti, de multiplier les efforts pour que soient entendus, proclamés avec vigueur, ces mots d'ordre du prolétariat unanime :

ASSEZ DE SABOTAGE DU FRONT UNIQUE DU PROLÉTARIAT !

Nous exigeons la convocation immédiate du Congrès ouvrier international !

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Vient de paraître :

Marcel MARTNET

LA NUIT

Volume de 120 pages illustré de 6 dessins de G. Pastré

Prix : 5 fr. 50. — Franco : 5 fr. 75

TROTSKY a envoyé aux « Editions Clarté » le radio suivant : « Ai reçu la NUIT. Profonde et belle œuvre dans laquelle est représenté le sort passé du prolétariat français et qui, en forme d'art, sert à la fois comme un avertissement politique. Je prends soin que l'on fasse une traduction digne du drame et qu'on le mette en scène d'une manière irréprochable. »

En vente à la Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris. Chèque : 25.517.

Communisme, Social - Réformisme et Opinion Publique Bourgeoise

La Librairie de l'Humanité met en vente aujourd'hui deux nouveaux ouvrages de Trotsky : Nouvelle Etape et Entre l'Impérialisme et le Communisme.

Nous détachons du second de ces deux petits volumes, où se retrouvent les plus éminentes qualités de Trotsky — un sens aigu de la réalité politique actuelle, une connaissance vraiment philosophique de l'histoire, une ironie mordante de pamphlétaire ou, pour mieux dire, de moraliste prolétarien, — toute la fin du dernier chapitre.

Entre l'Impérialisme et la Révolution est un pamphlet historique. Ce n'est pas la faute de Trotsky si l'histoire —

l'histoire authentique ! — est naturellement la nourrice du pamphlet. L'histoire purement narrative est devenue de nos jours une impossibilité morale. Ceux-là seuls peuvent l'écrire qui sont capables de juger, c'est-à-dire, au besoin, de condamner et de flétrir.

L'ouvrage de Trotsky condamne et flétrit. Consacré aux événements dont depuis trois ans la Géorgie a été le théâtre, il rétablit à leur endroit l'imprescriptible vérité. Il y a des campagnes infâmes qui, à dater du jour où ce livre parait, cessent d'être possibles. En l'écrivant, Trotsky a bien servi, une fois de plus dans sa vie, la cause de la révolution prolétarienne. — Am. D.

Pour rafraîchir et préciser ses idées sur la politique des « démocraties occidentales » envers les peuples retardataires, ainsi que sur le rôle joué dans cette politique par les gens de la 2^e Internationale, il suffit de lire les mémoires de M. Paléologue, ancien ambassadeur français auprès de la Cour impériale. Si ce livre n'existait pas, il faudrait l'inventer. Il faudrait également inventer M. Paléologue lui-même s'il ne nous avait pas épargné cette peine par son apparition, on ne peut plus opportune, sur l'arène de la littérature internationale. M. Paléologue est un représentant achevé de la 3^e République, possédant, outre un nom byzantin, une mentalité essentiellement byzantine.

En novembre 1914, durant la première période de la guerre, il reçoit par l'intermédiaire d'une dame de la cour, par ordre « d'en haut » (sans doute de l'impératrice), une lettre autographe de Raspoutine contenant de pieuses instructions. M. Paléologue, représentant de la République, répond par la lettre suivante à la sévère leçon de Raspoutine : « Le peuple français, qui a toutes les intuitions du cœur, comprend fort bien que le peuple russe incarne son amour de la patrie dans la personne du tsar... » Cette lettre, écrite par un diplomate républicain, avec le désir qu'elle parvienne au tsar, a été composée dix ans après le 22 janvier 1905 et cent vingt-deux ans après l'exécution de Louis Capet, en la personne de qui, selon les Paléologue d'alors, le peuple français incarnait son amour de la patrie. Ce qui est étonnant, ce n'est pas de voir M. Paléologue, conformément à l'infamie de la diplomatie secrète, barbouiller volontairement son visage républicain de la boue dans laquelle se vautrait la cour impériale : ce qui étonne surtout, c'est qu'il exécute cette besogne honteuse de sa propre initiative et en informe ouvertement cette même démocratie qu'il représentait si platement auprès de la cour de Raspoutine. Mais cela ne l'empêche pas d'être encore aujourd'hui un homme politique de la « République démocratique » et d'y occuper un poste en vue. Il y aurait de quoi s'étonner si nous ne connaissions pas les lois du développement de la démocratie bourgeoise qui s'est élevée jusqu'à Robespierre pour finir par Paléologue.

La franchise de l'ancien ambassadeur cache

néanmoins, la chose n'est pas douteuse, une ruse byzantine supérieure. S'il nous en dit tant, c'est pour ne pas dire tout. Peut-être n'essaye-t-il que d'endormir notre curiosité soupçonneuse. Peut-on jamais savoir quelles étaient les exigences posées par le capricieux et tout-puissant Raspoutine ? Qui peut connaître les chemins tortueux que Paléologue devait suivre pour sauvegarder les intérêts de la France et de la civilisation ?

En tout cas, nous pouvons être certains d'une chose : c'est que M. Paléologue appartient aujourd'hui à un groupe politique français qui est prêt à jurer que le pouvoir soviétiste n'est pas l'incarnation de la volonté du peuple russe et qui ne cesse de répéter que la reprise des relations avec la Russie ne deviendra possible que le jour où des « institutions démocratiques régulières » auront remis la direction de la Russie entre les mains des Paléologue russes.

L'ambassadeur de la démocratie française n'est pas seul. Sir Buchanan est à ses côtés. Le 11 novembre 1914, Buchanan, d'après Paléologue, déclare à Sazonov ce qui suit : « Le gouvernement de Sa Majesté Britannique a été ainsi amené à reconnaître que la question des Détroits et celle de Constantinople devront être résolues conformément au vœu de la Russie. Je suis heureux de vous le déclarer ». C'est ainsi que se composait le programme de la guerre pour le droit, la justice et la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. Quatre jours plus tard, Buchanan déclarait à Sazonov : « Le Gouvernement britannique se verra obligé d'annexer l'Égypte. Il exprime l'espoir que le Gouvernement russe ne s'y opposera pas ». Sazonov s'est empressé d'acquiescer. Et, trois jours après, Paléologue « rappelait » à Nicolas II que « la France possède en Syrie et en Palestine un précieux patrimoine de souvenirs historiques, d'intérêts moraux et matériels... Je compte que Votre Majesté acquiescera aux mesures que le Gouvernement de la République croirait devoir prendre pour sauvegarder ce patrimoine ».

« Oui, certes ! » répond Sa Majesté.

Enfin, le 12 mars 1915, Buchanan exige qu'en échange de Constantinople et des Détroits, la Russie cède à l'Angleterre la partie neutre, c'est-à-dire non encore partagée, de la Perse. Sazonov répond : « C'est entendu. »

Ainsi, deux démocraties, conjointement avec le tsarisme, qui se trouvait, lui aussi, à cette époque, sous l'influence des rayons projetés par le phare démocratique de l'Entente, tranchaient les destinées de Constantinople, de la Syrie, de la Palestine, de l'Égypte et de la Perse. M. Buchanan représentait la démocratie britannique ni mieux ni pis que M. Paléologue ne représentait la démocratie française. Après le renversement de Nicolas II, M. Buchanan conserva son poste. Henderson, ministre de Sa Majesté, et, si nous ne nous abusons pas, socialiste anglais, vint à Pétrograd sous le régime de Kérensky pour remplacer Buchanan en cas de besoin, car il avait semblé à je ne sais quel membre du gouvernement anglais que, pour une conversation avec Kerensky, il fallait avoir un autre timbre de voix que celui avec lequel on parlait à Raspoutine.

Henderson examina la situation à Pétrograd et jugea que M. Buchanan était bien à sa place comme représentant de la démocratie anglaise. Buchanan avait, sans aucun doute, la même opinion du socialiste Henderson.

Quant à M. Paléologue, lui, du moins, donnait « ses » socialistes en exemple aux dignitaires tsaristes frondeurs. Parlant de la propagande menée à la cour par le comte Witte en vue de finir plus tôt la guerre, M. Paléologue dit à Sazonov : « *Votez nos socialistes : ils sont impeccables* ». Cette appréciation de MM. Renaudel, Sembat, Vandervelde et de tous leurs partisans, dans la bouche de M. Paléologue, produit une certaine impression même actuellement, après tout ce que nous avons vécu. Recevant lui-même des admonestations de Raspoutine, dont il accuse respectueusement réception, M. Paléologue, à son tour, apprécie d'un air protecteur, devant un ministre tsariste, les socialistes français et reconnaît leur impeccabilité. Les paroles : « *Votez nos socialistes : ils sont impeccables* », devraient être inscrites au drapeau de la 2^e Internationale, d'où il aurait fallu depuis longtemps enlever les mots relatifs à l'union des prolétaires du monde entier, paroles qui vont à Henderson comme un bonnet phrygien à M. Paléologue. Les Henderson considèrent la domination de la race anglo-saxonne sur les autres races comme un fait naturel, dû à la civilisation. La question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne commence pour eux qu'au delà de l'Empire britannique. C'est cette présomption nationale qui rapproche le plus les socialistes occidentaux de leur bourgeoisie, c'est-à-dire les asservit en fait à cette dernière.

Tout au début de la guerre, en réponse à cette objection bien naturelle qu'on lui faisait : Comment peut-on parler de la défense de la démocratie lorsqu'on est allié au tsarisme ? — un socialiste français, professeur d'une université suisse (1), dit textuellement : « Il s'agit de la France, et non de la Russie ; dans cette lutte, la France représente une force morale, la Russie une physique. » Il en parlait comme d'une chose absolument naturelle sans se rendre compte du chauvinisme éhonté de ses paroles. Un ou deux mois après, lors d'une discussion sur ce même sujet, à la rédaction de l'*Humanité*, à Paris, je citai les paroles du professeur français de Genève : « Il a parfaitement raison », me répondit le directeur (2) de ce journal.

Il me revient à l'esprit une phrase de Renan, disant, dans sa jeunesse, que la mort d'un Français était un événement moral, tandis que la mort d'un cosaque (Renan voulait simplement dire : d'un Russe) était un fait d'ordre physique. Ce

monstrueux orgueil national a des causes profondes. Alors que les autres peuples végétaient encore dans une barbarie moyenâgeuse, la bourgeoisie française avait déjà un long et glorieux passé. Plus ancienne encore, la bourgeoisie anglaise avait déjà frayé la voie vers une nouvelle civilisation. De là son dédain pour le reste de l'humanité, qu'elle considère comme du fumier historique. Par son assurance de classe, la richesse de son expérience, la diversité de ses conquêtes dans le domaine de la culture, la bourgeoisie anglaise opprimait moralement sa propre classe ouvrière en l'empoisonnant de son idéologie de race dominante.

Dans la bouche de Renan, la phrase sur le Français et le cosaque exprimait le cynisme d'une classe effectivement puissante au point de vue moral et matériel. L'utilisation de la même phrase par un socialiste français prouvait l'abaissement du socialisme français, la pauvreté de son idéologie, sa dépendance servile à l'égard des déchets moraux qui tombent de la table de ses maîtres, les bourgeois.

Si M. Paléologue, répétant sous une forme adoucie les paroles de Renan, dit que la mort d'un Français représente une perte incomparablement plus importante pour la civilisation que celle d'un Russe, il affirme par là même, ou tout au moins il sous-entend, que la perte sur le champ de bataille d'un financier, d'un millionnaire, d'un professeur, d'un avocat, d'un diplomate, d'un journaliste français, représente une perte incomparablement plus grande que celle d'un ébéniste, d'un ouvrier, d'un chauffeur ou d'un paysan également français. Cette conclusion découle infailliblement de la première. L'aristocratie nationale est, de par son essence même, contraire au socialisme, non pas au sens égalitaire et sentimental du christianisme, qui considère toutes les nations, tous les hommes, comme étant d'un poids égal dans la balance de la civilisation, mais dans ce sens que l'aristocratie nationale, étroitement liée au conservatisme bourgeois, est entièrement dirigé contre le bouleversement révolutionnaire, seul capable de créer des conditions favorables à une culture humaine plus élevée.

L'aristocratie nationale considère la valeur culturelle de l'homme sous l'angle du passé accumulé. Le socialisme l'envisage sous l'angle de l'avenir. Il est hors de doute qu'il émane de M. Paléologue, diplomate français, plus de science assimilée par lui que d'un paysan du gouvernement de Tambov. Mais, d'un autre côté, il n'y a aucun doute que le paysan de Tambov, qui a chassé les propriétaires fonciers et les diplomates à coups de trique, a posé les fondements d'une nouvelle culture plus élevée. L'ouvrier et le paysan français, grâce à leur degré de culture supérieur, réaliseront mieux ce travail et avanceront plus rapidement.

Nous autres marxistes russes, par suite du développement arriéré de la Russie, nous n'avons pas eu, au-dessus de nous, une puissante culture bourgeoise. Nous avons communiqué avec la culture spirituelle de l'Europe, non par l'intermédiaire de notre pitoyable bourgeoisie nationale, mais d'une manière indépendante, en assimilant et en tirant jusqu'au bout les conclusions les plus révolutionnaires de l'expérience et de la pensée européennes. Cela donna à notre génération certains avantages. Et je ne cacherai pas que l'admiration sincère et profonde que nous éprouvons pour les produits du génie anglais dans les domaines les plus variés de la création humaine, ne fait qu'accentuer le mépris, également profond et sincère, que nous éprouvons pour l'idéologie bornée, la banalité théorique et l'absence de dignité révolutionnaire chez les chefs patentés du socialisme anglais. Ils ne sont pas

(1) Édgard Milhaud, — pour ne pas le nommer ! (B. C.)

(2) Pierre Renaudel, — pour le nommer ! (B. C.)

du tout les précurseurs d'un monde nouveau : ils ne sont que les épigones d'une vieille culture qui exprime, par leur intermédiaire, ses craintes au sujet de son avenir. Leur débilité spirituelle constitue en quelque sorte le châtement pour le passé orageux et riche en même temps de la culture bourgeoise.

La conscience bourgeoise s'est assimilée les immenses conquêtes culturelles de l'humanité. En même temps, elle constitue actuellement l'obstacle principal au développement de la culture.

Une des principales qualités de notre parti, et qui en fait le levier le plus puissant du développement à notre époque, c'est son indépendance complète et incontestable de l'opinion publique bourgeoise...

L'opinion publique bourgeoise constitue un tissu psychologique serré qui enveloppe de tous côtés les organes et les instruments de la violence bourgeoise, en les préservant de cette façon autant des nombreux chocs particuliers que du choc révolutionnaire fatal et, en fin de compte, inévitable. L'opinion publique bourgeoise agissante est composée de deux parties, dont la première comprend les conceptions, les opinions et les préjugés hérités qui constituent l'expérience accumulée du passé, couche solide de banalités opportunes et de naïvetés utiles ; l'autre partie est constituée par un mécanisme complexe, très moderne et dirigé habilement, ayant en vue la mobilisation du pathos patriotique, de l'indignation morale, de l'enthousiasme national, de l'élan altruiste et des autres genres de mensonge et de tromperie. Telle est la formule générale. Cependant, il est nécessaire de l'expliquer par des exemples.

Lorsqu'un avocal « cadet » qui a aidé, aux frais de l'Angleterre ou de la France, à préparer un nœud coulant pour le cou de la classe ouvrière, meurt du typhus dans une prison de la Russie affamée, le télégraphe et la T. S. F. de l'opinion publique bourgeoise effectuent une quantité d'oscillations amplement suffisante pour provoquer la réaction d'indignation nécessaire dans la conscience collective, suffisamment préparée, des Mrs. Snowden. Il est plus qu'évident que toute la besogne diabolique du radio-télégraphe capitaliste serait inutile si le crâne de la petite bourgeoisie ne constituait pas un résonnateur approprié.

Examinons un autre phénomène : la famine, dans la région de la Volga. Cette famine, d'une horreur sans précédent, est due, au moins pour moitié, à la guerre civile allumée dans les régions de la Volga par les Tchéco-Slovaques et par Koltchak, c'est-à-dire en fait organisée et alimentée par le capital anglo-américain et français. La sécheresse s'est abattue sur un sol préalablement épuisé, dévasté, dépourvu de cheptel et de machines agricoles. Si nous avons emprisonné quelques officiers et avocats — ce que nous n'avons jamais cité comme exemple d'humanité — l'Europe bourgeoise, et avec elle l'Amérique, ont tenté à leur tour de transformer la Russie entière en une prison affamée, de nous entourer d'une muraille de blocus, en même temps que, par l'intermédiaire de leurs agents blancs, ils faisaient sauter, incendier, détruisaient nos maigres réserves. S'il se trouve quelque part une balance de morale pure, que l'on pèse les mesures de rigueur prises par nous durant notre lutte à mort contre le monde entier et les souffrances infligées aux mères de la région de la Volga par le capital mondial, dont le seul but était de recouvrer les intérêts des sommes qu'il nous avait prêtées. Mais la machine de l'opinion publique bourgeoise agit d'une façon si systématique, avec tant d'assurance et d'insolence, et le crétinisme petit-bourgeois lui prête une telle force de répercussion que Mrs Snowden en arrive

à réserver tous ses sentiments humanitaires pour... les mencheviks que nous avons offensés.

La subordination des social-réformistes à l'opinion publique bourgeoise met à leur activité des limites infranchissables, beaucoup plus étroites que les frontières de la légalité bourgeoise. Des États capitalistes contemporains, l'on peut dire, en règle générale, que leur régime est d'autant plus « démocratique », « libéral » et « libre » que les socialistes nationaux y sont plus respectables et que la subordination du parti national ouvrier à l'opinion publique bourgeoise y est plus naïve. A quoi bon un gendarme du for extérieur pour un Mac-Donald qui en possède un dans son for intérieur ?

Nous ne pouvons passer ici sous silence une question que l'on ne peut même mentionner sans être accusé d'attenter à la bienséance : nous voulons parler de la religion. Il n'y a pas très longtemps, Lloyd George a qualifié l'Église de station centrale de distribution de force motrice pour tous les partis et pour toutes les tendances, c'est-à-dire pour l'opinion publique bourgeoise dans son ensemble. Cela est sur tout juste en ce qui concerne l'Angleterre. Cela ne veut pas dire que Lloyd George se laisse influencer dans sa politique par la religion, que la haine de Churchill envers la Russie soviétique soit dictée par son désir d'aller au ciel et que les notes de lord Curzon soient tirées du sermon sur la montagne. Non. Le mobile de leur politique sont les intérêts très terre-à-terre de la bourgeoisie qui les a mis au pouvoir.

Mais « l'opinion publique » qui, seule, rend possible le fonctionnement normal de l'appareil de contrainte étatique, trouve son principal appui dans la religion. La norme du droit qui domine les personnes, les classes, la société tout entière, comme un fouet idéal, n'est que la transposition affaiblie de la norme religieuse, ce fouet céleste suspendu sur l'humanité exploitée. En somme, soutenir dans un docker sans travail, avec des arguments formels, la foi en l'inviolabilité de la légalité démocratique, est chose condamnée d'avance à l'insuccès. Ce qu'il faut avant tout, c'est un argument matériel : un sergot avec une bonne matraque sur la terre, et, au-dessus de lui, un argument mystique ; un sergot éternel, avec ses foudres, dans le ciel. Mais lorsque, dans la tête des « socialistes » eux-mêmes, le fétichisme de la légalité bourgeoise s'aile à celui de l'époque des druides, l'on a alors un gendarme intérieur idéal avec l'aide duquel la bourgeoisie peut se permettre provisoirement le luxe d'observer plus ou moins le rituel démocratique.

Lorsque nous parlons des trahisons des social-réformistes, nous ne voulons pas du tout dire qu'ils soient tous, ou que la majeure partie d'entre eux soient simplement des âmes à vendre ; sous un tel aspect, ils ne seraient pas à la hauteur du rôle sérieux que leur fait jouer la société bourgeoise. Il n'est même pas important de savoir dans quelle mesure leur respectable ambition de petits bourgeois est flattée par le titre de député de l'opposition loyale ou par le portefeuille d'un ministre du roi, bien que cela ne fasse pas défaut. Il suffit de savoir que l'opinion publique bourgeoise, qui, durant les périodes de calme, les autorise à rester dans l'opposition, aux moments décisifs, lorsqu'il s'agit de la vie ou de la mort de la société bourgeoise, ou tout au moins de ses intérêts primordiaux, tels la guerre, l'insurrection en Irlande, aux Indes, une grève importante des mineurs, ou la proclamation d'une République soviétique en Russie, a toujours trouvé moyen de les engager à occuper une position politique utile à l'ordre capitaliste. Ne désirant nullement donner à la personnalité de M. Henderson une envergure titanique, qu'elle est loin d'avoir, nous pouvons

affirmer avec certitude que M. Henderson, avec son coefficient de « parti ouvrier », est un des principaux piliers de la société bourgeoise en Angleterre. Dans l'esprit des Henderson, les éléments fondamentaux de l'éducation bourgeoise et les débris du socialisme s'unissent en un bloc compact grâce au ciment traditionnel de la religion. La question de l'affranchissement matériel d'un prolétariat anglais ne peut être sérieusement posée tant que le mouvement ne sera pas débarrassé des leaders, des organisations, de l'état d'esprit qui représentent une soumission humble, timide, asservie, poltronne et veule des opprimés à l'opinion publique de leurs oppresseurs. *Il faut se débarrasser du gendarme intérieur afin de pouvoir renverser le gendarme extérieur.*

L'Internationale Communiste enseigne aux ouvriers à mépriser l'opinion publique bourgeoise et, en particulier, à mépriser les « socialistes » qui

rampent à plat-ventre devant les commandements de la bourgeoisie. Il ne s'agit pas d'un mépris superficiel, de déclamations et de malédictions lyriques — les poètes de la bourgeoisie elle-même l'ont déjà fait frémir maintes fois par leurs provocations insciantes, surtout en ce qui concerne la religion, la famille et le mariage — *il s'agit ici d'un profond affranchissement intérieur de l'avant-garde prolétarienne, des pièges et des embûches morales de la bourgeoisie : il s'agit d'une nouvelle opinion publique révolutionnaire qui permettrait au prolétariat, non en paroles, mais en fait, non pas à l'aide de tirades, mais, lorsqu'il le faut, avec des bottes, de juler aux pieds les commandements de la bourgeoisie et d'atteindre son but révolutionnaire librement choisi, qui constitue en même temps une nécessité historique.*

Léon TROTSKY.

Résolutions de la Conférence de l'Exécutif élargi

Nous publions ci-dessous le texte de la Résolution concernant la situation en Angleterre, votée par la Conférence de l'Exécutif élargi, texte que l'abondance des matières nous avait empêché de publier dans notre dernier numéro.

La situation en Angleterre

1° Aucun indice ne permet encore de croire à une atténuation de la crise économique en Grande-Bretagne. La classe capitaliste anglaise continue ses efforts pour rétablir la situation au préjudice de la classe ouvrière. Elle semble ne pas connaître d'autres moyens pour remédier à la crise que la réduction brutale des salaires. Dans son offensive contre le prolétariat britannique elle insiste sur la prolongation de la journée de travail et s'attaque à la législation sociale comme à toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Le coût de la vie dépasse encore celui d'avant guerre dans la proportion de 140 %. Il en résulte une paupérisation effrayante. Les réductions nouvelles des salaires et le chômage plongent dans la misère l'ensemble de la classe ouvrière :

2° Comment la classe ouvrière anglaise a-t-elle été amenée à cette situation ? Elle eut à choisir il y a quelques années entre deux alternatives politiques : suivre la droite du mouvement ouvrier, c'est-à-dire une politique de compromissions, de négociations, de vaines luttes partielles, d'accommodements momentanés, de Chambres de Whitely, ou suivre la gauche qui ne voulait pas de compromis, affirmait les grandes revendications, ne consentait à négocier que pour les faire valoir, préconisait la formation des conseils ouvriers, l'action directe, l'action d'ensemble :

3° L'isolement des syndicats engagés dans la lutte et livrés à leurs seules forces provoqua l'échec des grandes grèves des mineurs, des cheminots et des transports. La Triple Alliance n'avait cependant été formée qu'à la suite des expériences amères de ce genre. Mais la grève des transports de l'Irlande, vaincue faute d'une action d'ensemble, fut une cause de désunion. Pendant la guerre

la participation des dirigeants des trades-unions du Labour Party aux emprunts nationaux aggrava la désunion. L'histoire des années suivantes est celle des plus grandes défaites de la classe ouvrière, toutes causées par le défaut d'action commune.

En 1916 la grève de la Clyde, réprimée par de nombreuses arrestations, échoua, le mouvement syndical officiel lui ayant refusé tout secours. En 1917 la grève des mécaniciens, puis celle des mineurs du Yorkshire dont le mouvement ne fut vaincu qu'après une magnifique résistance, échouèrent par suite de l'indifférence des autres organisations ouvrières ; et il en fut de même de la grande grève des mineurs de 1920 qui se termina par l'effondrement de la Triple Alliance. Telles ont été pour la classe ouvrière anglaise les conséquences terribles du défaut d'unité dans l'action ;

4° Faute d'avoir su former contre la bourgeoisie le front unique à quelle situation la classe ouvrière anglaise en est-elle arrivée ? Il y a 2 millions de chômeurs complets et plusieurs centaines de milliers de chômeurs partiels. Les organisations ouvrières sont brisées ou dissoutes. Nombre de trades-unions ont épuisé leurs caisses de chômage. Menacés de ruine ils se voient forcés de suspendre le paiement de ces secours. Pour la première fois depuis 1918 les effectifs syndicaux décroissent rapidement. La capacité d'action des trades-unions faiblit de même. Divisé en un grand nombre d'organisations et dépourvu d'un centre de résistance le mouvement ouvrier s'avère incapable de résister à l'offensive patronale. Ses armes politiques sont trop émoussées. Les leaders des trades-unions, qui sont aussi les dirigeants du Labour Party négocient indéfiniment et infructueusement avec le pouvoir en prodiguant de vaines menaces.

Depuis la formation en 1920 du Comité d'Action qui, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais, réalisa le front uni de toute la classe laborieuse face à la bourgeoisie désireuse d'entraîner le pays dans une guerre contre la Russie des soviets, le prolétariat britannique s'est toujours laissé diviser et désarmer en présence de l'offensive patronale. La classe ou-

rière anglaise n'est aujourd'hui ni politiquement, ni économiquement unie ; et elle est trop insuffisamment centralisée pour pouvoir résister aux agressions d'un capitalisme uni et centralisé :

5° Aujourd'hui plus que jamais le salut du prolétariat britannique est dans la constitution du front uni. La classe ouvrière doit s'unir tout entière pour se défendre elle-même contre le chômage, les réductions de salaires, la prolongation de la journée de travail, l'avitilissement de ses conditions d'existence.

L'offensive patronale n'étant pas limitée à la Grande-Bretagne il est de rigueur d'étendre internationalement le front uni. Aussi importe-t-il de préparer dès maintenant le ralliement de la classe ouvrière internationale sur un programme commun portant : du travail pour les chômeurs, — le maintien de la semaine de 44 heures, — le maintien des salaires acquis, — l'application des mesures protectrices du travail et de la législation sociale. Parallèlement à ce travail, le mouvement ouvrier anglais doit multiplier les efforts afin d'amener la constitution, aux prochaines élections, d'un gouvernement ouvrier. Se présentant devant les masses avec un semblable programme le parti ouvrier vaincra par le front unique ;

6° Le Parti Communiste de Grande-Bretagne lutte pour l'unité de la classe ouvrière. Il prêche naguère au Comité d'action, contre la guerre avec la Russie des soviets, un concours sans réserves. Avant le congrès syndical de Cardiff, il donna la plus large publicité aux documents émanés de l'I. C. et de l'I.S.R., préconisant le ralliement et la centralisation du mouvement ouvrier anglais et la création d'un Quartier Général du Travail. Depuis le P.C. n'a pas cessé sa propagande pour l'unité. Cette action résume toute son activité. Il a tenté d'organiser les chômeurs et les démobilisés pour les faire entrer dans le mouvement ouvrier britannique. Il a consacré toutes ses forces à réaliser l'unité dans les syndicats et les usines :

7° Le Conseil Général des Trades-Unions élu au Congrès de Cardiff ne possède pas l'autorité nécessaire à un véritable Quartier Général du Travail. Pour lant, la situation exigeant péremptoirement le ralliement et la centralisation du mouvement ouvrier, la formation du Conseil Général est un pas décisif dans ce sens.

L'Exécutif élargi invite donc le Parti Anglais à joindre ses efforts à ceux du Conseil Général pour réaliser l'unité ouvrière sur le minimum de revendications déjà énoncé et tenter de constituer au lendemain des prochaines élections un gouvernement ouvrier capable de satisfaire ces revendications ;

8° Le Labour Party est l'organe politique des organisations syndicales (trades-unions). Les tendances les plus variées du mouvement ouvrier, Parti Indépendant, Socialisme Fabien, Socialisme Ghildiste, etc., y appartiennent. La défense de la classe ouvrière exige que le Labour Party admette tous les courants politiques du mouvement prolétarien. Car il ne peut prétendre unir toute la classe ouvrière dans l'action politique s'il ne comprend pas le Parti Communiste devenu depuis longtemps un facteur appréciable du mouvement.

L'Exécutif élargi invite le P.C. à rechercher l'adhésion au Labour Party afin d'être en mesure de contribuer à l'unité politique de la classe ouvrière, notamment pendant les prochaines élections dont le but doit être d'opposer à la coalition bourgeoise un gouvernement ouvrier. En recherchant cette adhésion au Labour Party le P.C. aura conservé sa pleine et entière liberté de propagande. Dans le même but et avec la même réserve le P.C. est invité à appuyer, aux élections générales, le Labour Party.

L'Exécutif élargi de l'I.C. charge le Bureau d'élaborer minutieusement les recommandations à faire au Parti anglais concernant son adhésion au Labour Party et l'appui à donner à celui-ci aux élections législatives.

La Propagande parmi les Femmes

L'un des devoirs essentiels d'un Parti Communiste digne de ce nom est d'attirer à soi les femmes et de les gagner à son action. La période actuelle du développement capitaliste est en effet caractérisée par l'entrée de couches de plus en plus nombreuses de femmes dans le cycle de la production. L'aggravation de la concurrence des entreprises, la hausse du prix de la main-d'œuvre et des matières premières ont eu pour résultat une augmentation considérable du nombre des femmes travaillant en usines. Ce phénomène, qui datait déjà d'avant la guerre, a été précipité par elle. A l'heure actuelle, le nombre des femmes employées dans les diverses entreprises, dépasse le tiers du chiffre total de la population laborieuse.

Douée de moins d'expérience que l'homme, moins apte à la lutte pour la défense de ses intérêts, incapable d'organisation, la femme est l'objet de la part des employeurs d'une exploitation aggravée. D'autre part, prisonnière de la famille, dont presque toutes les charges reposent sur elle, la femme est à un degré infiniment plus élevé que l'homme soumise à l'oppression du capitalisme, qui s'oppose d'une façon absolue à son développement physique, intellectuel et moral.

La 2^e Internationale et les partis social-démocrates qui la composaient s'étaient pour ainsi dire à peu près complètement désintéressés du sort de

la femme ouvrière. Toute leur activité tendait tout au plus à arracher aux gouvernements capitalistes quelques pauvres petites lois de protection du travail féminin et à demander son accession aux droits politiques. Ce n'est qu'à l'apparition de la 3^e Internationale Communiste qu'on comprit la nécessité d'intéresser les femmes à la lutte contre le régime capitaliste et de les appeler à collaborer à l'avènement de la société nouvelle.

L'Internationale Communiste posa comme principe que la conquête des droits politiques ne peut aucunement avoir pour résultat de soustraire la femme à sa situation subalterne et que seule la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie est capable de la libérer de l'oppression qui pèse sur elle. Elle déclara que l'ignorance et la passivité des femmes constitue l'un des obstacles les plus dangereux pour la victoire du prolétariat, et que le premier devoir des Partis Communistes est d'appeler partout les femmes à la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. La première Conférence internationale des femmes communistes qui se tint à Moscou en même temps que le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, rédigea des thèses contenant les directives à suivre pour le travail parmi les femmes et affirma la nécessité de créer dans tous les pays des sections spéciales, travaillant en étroit accord avec les divers Partis Communistes.

tes et chargées de diriger dans ces pays la propagande communiste auprès des femmes.

Un Secrétariat International fut créé, avec la mission de diriger et de centraliser le travail dans le monde entier. La présidence en fut confiée à la camarade Clara Zetkin, avec, comme adjointe, la camarade A. Kollontai. Il publia une revue intitulée : *L'Internationale Communiste des femmes*, qui sera bientôt traduite en plusieurs langues. Une seconde Conférence Internationale, tenue à Moscou en juin 1921, décida d'intensifier le travail du Secrétariat International et d'améliorer la liaison entre celui-ci et les diverses sections nationales. Elle décida également de demander au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste une aide plus active en vue de lui faciliter la tâche pour le travail parmi les femmes et pour créer, partout où il n'en existait pas encore, des sections féminines chargées de la propagande auprès des femmes.

Ces sections existent déjà dans la plupart des Partis Communistes. En Russie, la section pour le travail parmi les femmes auprès du Parti Communiste, créée en 1918, a développé depuis trois ans, sous la direction de militantes telles que les camarades Kollontai, Balabanov, Stöhl, Blonina, Samoilova, une propagande intense parmi les femmes de la ville et de la campagne. Elle a créé partout des sections régionales, faisant pénétrer leur influence dans toutes les provinces du pays. Elle convoqua cinq Conférences nationales des femmes communistes, ainsi qu'un certain nombre de conférences de sans-partis. Elle intéressa toute la population féminine aux efforts faits par le gouvernement des soviets pour améliorer le sort de la femme et l'invita à collaborer au travail pour l'instauration de la société communiste. Elle contribua dans une puissante mesure au progrès des idées communistes à la ville et à la campagne.

Le Secrétariat national des femmes auprès du Parti Communiste unifié allemand, créé l'année dernière, a déjà à son actif un travail considérable. Les groupes provinciaux et régionaux comptent déjà un effectif de 50.000 membres, extrêmement dévoués à la cause prolétarienne. On sait la part prise par les femmes aux diverses insurrections communistes de ces trois dernières années, et particulièrement à la récente action de mars. Des millions d'entre elles y participèrent en qualité d'infirmières.

Un grand nombre furent emprisonnées et punies de peines de travaux forcés. Le mouvement des femmes communistes en Allemagne dispose d'un personnel excellent, formé à la doctrine marxiste et ayant acquis l'expérience des luttes révolutionnaires. Je me contenterai de citer parmi les plus connues : les camarades B. Braunthal, Rosenfeldt, Rosa Wolfstein, Ruth Fischer. On sait que les deux dernières ont été récemment emprisonnées par la police allemande.

De même la Bulgarie, la Yougo-Slavie ont des organisations de femmes communistes très bien constituées. Dans les autres pays, tels que l'Italie, la Suède, la Norvège, la Hollande, il y a également des groupes de femmes communistes, mais qui sont loin d'égaliser les organisations de femmes existant dans les pays plus haut cités.

La France est un des pays les plus en retard à ce point de vue. Le vieux parti socialiste ne faisait pour ainsi dire aucune propagande parmi les femmes. Tous les délégués à la propagande, sans exception, étaient des hommes. Ce n'est que dans les tout derniers mois de son existence qu'il se décida à nommer une déléguée à la propagande. Mais il faut dire que le nouveau Parti Communiste n'a pas fait jusqu'ici, dans ce domaine, ab-

solument tout ce qu'on pouvait attendre de lui. C'est peu de temps avant le Congrès de Marseille qu'il a ouvert dans *l'humanité* une tribune des travailleuses, et c'est seulement depuis deux mois qu'il publie un hebdomadaire féminin : *l'Ouvrière*.

Il est nécessaire de mener plus vigoureusement la propagande chez les femmes. Le mouvement communiste féminin a en France un beau passé. Saluons la mémoire de la guesdiste Aline Valette. Rappelons nous le rôle joué pendant la guerre. Rappelons-nous le rôle joué pendant la guerre par les groupes de femmes socialistes. Les femmes ont été au premier rang de la protestation contre la guerre. Elles ont été parmi les premières à proclamer leur adhésion à la 3^e Internationale et au communisme.

Il importe que le Parti Communiste français appuie de toutes ses forces le mouvement qui commence et qu'il l'aide à s'organiser vigoureusement dans tout le pays. Il s'est créé, il y a quelques mois, un Secrétariat féminin chargé de la propagande auprès des femmes. Ce secrétariat travaillera à la création de groupes de femmes communistes dans tous les centres ouvriers importants et dans toutes les fédérations. Il a élaboré et fait voter, par le Congrès de Marseille, une thèse pour le travail parmi les femmes et se prépare à faire paraître diverses publications destinées au mouvement des femmes communistes. (Une brochure de Kollontai et une de Marthe Bigot ont déjà paru.)

Les organisations de femmes communistes ne seront pas des organisations politiques indépendantes du Parti, mais travaillant en étroite accord avec lui et sous son contrôle. Soumises politiquement au Parti, elles n'ont droit qu'à une autonomie administrative. Elles étudieront les questions relatives à la situation de la femme dans la société capitaliste, feront connaître les améliorations réalisées par la Russie communiste et développeront dans tout le pays une agitation intense autour des revendications féminines. Elles s'adresseront directement aux femmes du prolétariat, en leur montrant leur situation misérable au sein de la société actuelle, et en leur faisant comprendre que, seule, la victoire de la Révolution prolétarienne est capable de les libérer du joug du Capital. Elles lutteront de toutes leurs forces contre le « féminisme », théorie qui, comme le pacifisme, est purement bourgeoise, qui consiste à attribuer à l'égoïsme masculin le sort misérable de la femme dans la société actuelle, et à considérer l'accession de la femme aux droits politiques comme le seul moyen de faire cesser l'inégalité dont elle souffre.

Il n'est pas exagéré de dire que c'est là une des tâches les plus importantes que le Parti aura à remplir dans les mois qui vont suivre. La passivité de la femme vis-à-vis des problèmes politiques est l'un des obstacles les plus redoutables à la victoire du prolétariat. Tant qu'on n'aura pas réussi à secouer cette passivité et à gagner les femmes du prolétariat à la conscience de classe, il sera impossible de songer à une victoire prochaine du prolétariat.

Nous avons besoin des femmes pour mener la lutte contre la bourgeoisie et jeter les bases du régime nouveau. « Allez aux masses ! », tel est le mot d'ordre lancé par l'Internationale Communiste aux partis affiliés du monde entier. « Allez aux femmes ! », nous a crié le second Congrès International des Femmes communistes.

Espérons que ces deux appels seront entendus par le Parti Communiste français.

Marcel OLLIVIER.

Chronique Internationale

JAPON

« L'herbe croîtra dans les rues de Lowell, de Pittsburg et de Birmingham lorsque Osaka, Shanghai et Hankau seront en plein développement. »

Le Développement du Capitalisme

En 1920, Hong-Kong, le port britannique sur la côte de la Chine du Sud, avait un trafic de 24 millions de tonnes. Dans la même année, New-York n'atteignait que 20 millions de tonnes. *Hong-Kong est donc maintenant le plus grand port de commerce du monde.* C'est un fait qui démontre l'importance énorme que le Pacifique, et, avant tout, la Chine, ont acquise dans la politique mondiale, depuis le début de la guerre principalement. Le centre de gravité de la politique mondiale s'est donc déplacé. Il n'est plus situé en Europe occidentale. Il se trouve aujourd'hui dans le Pacifique et dans les pays qui luttent entre eux pour la maîtrise du Pacifique : les Etats-Unis, l'Empire britannique et le Japon.

La Puissance du Capitalisme Japonais

Le développement du capitalisme au Japon ne date que d'un demi-siècle. 1868 marque la fin du féodalisme et le début du développement du Japon moderne. Autrefois le commerce extérieur du Japon s'élevait à 15,5 millions de yens (1 yen = un demi-dollar américain). En 1912, le commerce extérieur atteignait déjà 527 millions de yens, et en 1920 il passait à 4,3 milliards de yens. Ces chiffres montrent que la période de guerre a encore accéléré le développement du commerce japonais. Durant la guerre, le nombre des sociétés industrielles au Japon a passé de 4.900 à 8.200, le nombre des fabriques de 16.000 à 22.500 et le nombre des ouvriers de l'industrie de 900.000 à 2 millions. Pendant la guerre, la flotte commerciale du Japon a passé de 34 % à 74 %. Ces chiffres sont extraits des statistiques de 1918. Depuis cette époque ce développement rapide s'est en partie ralenti pour continuer d'une manière normale.

Le Japon ne dispose que de quantités insuffisantes de matières premières pour satisfaire les besoins croissants de son industrie. Il n'a pas assez de denrées alimentaires pour nourrir sa population, qui était de 39 millions d'habitants en 1868 et qui est aujourd'hui de 60 millions.

Ceci explique, tout d'abord, la nécessité pour le Japon de s'ouvrir des marchés de matières premières sur le continent asiatique et ensuite l'énorme émigration de la population japonaise. En outre, le capital japonais cherche naturellement des débouchés pour les produits de l'industrie japonaise et des placements sûrs pour ses capitaux disponibles. Ces débouchés et ces lieux de placement, il les trouve sur le continent asiatique. Ceci nous explique les intérêts du capital japonais en Asie orientale.

L'Émigration Japonaise

Le continent asiatique ne pourrait tirer aucun profit de l'émigration japonaise parce que le Japonais est plus exigeant et n'est pas aussi « tailtable et corvéable à merci » que le kouli chinois. Le travailleur japonais ne peut pas, en ce qui concerne sa main-d'œuvre, faire concurrence au kouli chinois. L'émigration japonaise ne se fait donc pas sur le continent asiatique, mais prend trois directions principales :

1° Les îles Hawaï, situées au milieu de l'Océan Pacifique, position politique et stratégique américaine. Aujourd'hui, plus de 40 % de la population de ces îles est japonaise ;

2° Les côtes orientales de l'Australie ;

3° Le continent américain : Amérique du Sud et Amérique du Nord. Dans l'Amérique du Nord, en Californie principalement, et dans l'Amérique du Sud, au Brésil principalement.

L'importance énorme de cette émigration n'échappera à personne, si l'on songe qu'il y avait, en 1920, environ 125.000 Japonais établis en Californie, c'est-à-dire environ 2 % de la population. Cette masse d'émigrés japonais détient le 2 % de toutes les terres cultivables, soit 13 % de toute la récolte du pays. Il n'est donc pas étonnant que la Californie ait pris des mesures de défense contre l'émigration japonaise — mesures qui ont fourni matière à de nombreux conflits entre les Etats-Unis et le Japon. Au point de vue politique, le mouvement d'émigration de la population japonaise est très important, parce que le gouvernement japonais dirige ce courant d'émigration suivant ses intérêts.

Le Japon, le Continent Asiatique et les Îles de l'Asie Orientale

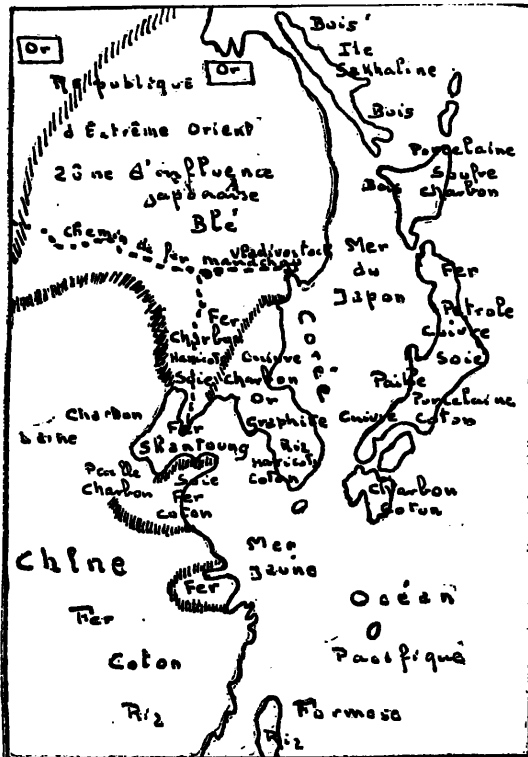
Depuis 1895, la presqu'île de Corée est sous la domination japonaise. Les Japonais ont compris qu'ils devaient non seulement utiliser ce pays comme producteur de denrées alimentaires (riz, principalement), pour alimenter la population japonaise qui croissait dans des proportions inouïes, mais qu'ils pouvaient exploiter en grand les moyens de transport et l'industrie. En Corée, 80 % de la population environ s'occupe d'agriculture. Les Japonais ont donc commencé par organiser rationnellement la production agricole et par créer de grandes entreprises modèles. Les produits agricoles les plus importants que la Corée livre au Japon sont : le riz, du coton et de la soie pour l'industrie japonaise.

En même temps que la Corée, l'île de Formose (environ 3 millions et demi d'habitants) fut annexée au Japon. Là aussi, les Japonais construisirent, malgré tous les obstacles géographiques, un important réseau ferroviaire. Ils utilisèrent les cours d'eau de cette île montagneuse pour se procurer de l'énergie électrique. Durant la guerre, le commerce de Formose quadrupla. Formose ne fournit pas seulement au Japon des denrées alimentaires (riz, thé, sucre), mais aussi du charbon et du fer. Il faut ajouter que l'exploitation de l'île

Formose n'est qu'à son début et que les Japonais entendent l'intensifier.

Depuis la guerre russo-japonaise, et davantage encore depuis le traité russo-japonais de 1910, le territoire énorme de la Mandchourie a passé sous l'influence du Japon. La Mandchourie est un pays qui vit principalement d'agriculture. Mais, pour le Japon, ce pays a une tout autre signification. En effet, les capitalistes japonais ont engagé d'énormes capitaux en Mandchourie. La plus importante société où les Japonais ont placé leurs capitaux est la *Société des Chemins de fer de la Mandchourie du Sud*, qui ne s'est pas contentée d'agrandir le réseau ferroviaire et de construire des ports et des lignes maritimes, mais qui a réussi à s'approprier les trésors énormes de ce pays et, avant tout, les stocks inépuisables de charbon et de minerai de fer de la Mandchourie du Sud et d'organiser l'exploitation des mines de charbon et des aciéries.

Durant ces dernières années, la presqu'île de Chantung a également acquis une grande importance pour le capital japonais. Le charbon et le minerai de fer ont attiré les Japonais dans ce



L'île Sakhaline, dont la partie nord appartient autrefois à la Russie, ne fournit aux Japonais ni minerai de fer, ni charbon, ni denrées alimentaires, mais du bois en quantités énormes. C'est une ressource que le Japon ne peut pas dédaigner, parce que, dans ce territoire où sévissent de fréquents tremblements de terre, toutes les maisons ne peuvent être construites qu'en bois et parce que les forêts du Japon, ces dernières années, ont diminué de surface d'une manière effroyable.

Cet aperçu sur les intérêts du capital japonais en Asie orientale serait incomplet si nous n'ajoutions pas que l'influence du capital japonais est — sauf dans le Shantung — de jour en jour plus sensible en Chine. L'extraction totale de charbon la Chine — et seulement de la bonne houille — est évaluée de 1.000 à 1.500 milliards de tonnes ;

un chiffre qui est beaucoup plus grand que celui de l'extraction totale de charbon de l'Europe et qui suffirait à subvenir aux besoins en charbon du monde entier pendant 1.000 ans. Ajoutons que les réserves de fer et de cuivre de la Chine ne sont pas moins importantes.

Tous ces trésors expliquent suffisamment quels sont les intérêts du capital japonais en Chine. Ils expliquent, par exemple, pourquoi le Japon a dépensé des sommes inouïes pour soutenir le général Chang-Tso-Lin à Moukden, le vrai maître de la Chine du Nord.

Des limites aux plans d'expansion du Japon

Mais le capitalisme japonais n'échappe pas aux lois qui régissent le capital mondial. En se développant, le capital japonais s'est lui-même créé des limites. La population exploitée, non seulement au Japon, mais également en Corée et dans les autres territoires régis par le capital japonais, commence à se mettre en mouvement. Plus de 50 % de l'appareil d'Etat japonais repose sur un appareil militaire nécessaire à la protection de l'expansion du capital japonais. C'est à cet appareil militaire que le prolétariat japonais s'oppose chaque jour davantage. Au Japon, les impôts sont énormes et les conditions de travail, en particulier, sont misérables. Dans l'industrie du textile, par exemple, on n'occupe presque exclusivement que des femmes et des enfants qui travaillent onze heures par jour et qui n'ont que deux jours de repos par mois. Depuis 1918, de formidables conflits de classe ont éclaté. La guerre des salaires a revêtu différentes formes : grandes grèves des dockers, des mineurs, des typographes, des fondeurs, etc., etc., qui ébranlent toujours plus le système capitaliste. En Corée également, la population ouvrière est de plus en plus hostile au capitalisme et au militarisme japonais.

Le capitalisme japonais se crée lui-même des barrières et des obstacles par le fait qu'il rend inutilisable comme débouchés les territoires dans lesquels il a engagé d'énormes capitaux.

Enfin, le Japon se heurte, dans sa pénétration en Asie orientale, à la résistance des puissances qui ont des intérêts sur le continent asiatique et qui veulent lutter avec lui sur le terrain économique : l'Amérique et l'Angleterre. Mais tandis que le capital anglais a ses intérêts avant tout dans la Chine du Sud et, en particulier, dans les provinces qui bornent les Indes, les Etats-Unis aspirent à posséder comme champ d'action pour le capitalisme américain, tout l'ancien Empire chinois.

La Perspective du Japon

Ces derniers mois, le capital japonais a réussi à vaincre la crise économique qui sévissait depuis deux ans déjà. Le chômage diminue et la production augmente. Ce sont les débouchés de l'Asie orientale qui ont fourni ces possibilités au capital japonais. Le conflit entre le Japon et les Etats-Unis, où la crise persiste, s'est d'autant plus aggravé. Il faut ajouter que le Japon est isolé maintenant depuis que le traité anglo-japonais a pris fin et qu'il doit se contenter, d'après le traité des Quatre Puissances de Washington, d'une flotte qui ne représente que le tiers des flottes anglaise et américaine réunies. Enfin, le Japon se heurte, dans son avance en Mandchourie, à la résistance croissante et toujours plus acharnée des armées bolchevistes.

Une guerre japo-américaine n'est pas possible dans un avenir prochain. Mais il faut compter avec

le fait que les obstacles politiques intérieurs et extérieurs, qui entravent le développement de l'impérialisme japonais, deviendront toujours plus importants. Il se prépare, en Asie orientale, une lutte non seulement entre les puissances capitalistes en action sur cette partie du continent asiatique, mais aussi entre le capital et la masse des

exploités, lutte qui ébranlera encore plus le monde que la guerre de 1914-1918, et dont le capital international, malgré Washington et Gènes, ne pourra pas enrayer les conséquences.

A. FRIEDRICH.

(Traduit de l'allemand par Pierre FRANKLIN.)

Gandhi et l'Impérialisme britannique

Nous publions avec un certain retard cet article écrit par un Hindou communiste avant l'arrestation et la condamnation de Gandhi. Malgré son ancienneté, il n'en conserve pas moins sa valeur.

Le mouvement révolutionnaire aux Indes, en vue de la destruction de l'impérialisme britannique, vient de passer par une période de crise aiguë. Et, au train où vont les choses, la situation ne tardera pas à redevenir critique. La révolte contre le pouvoir britannique est si profonde et si générale que les crises iront se multipliant jusqu'à ce que la position de l'Angleterre aux Indes devienne intenable.

Depuis les massacres d'Amritsar en avril 1920, par ordre du général anglais Dyer, la campagne menée par Gandhi pour l'indépendance politique a fait parcourir aux masses, avec une rapidité phénoménale, les étapes d'un développement menant à l'élaboration d'une méthode de combat unique et à une vision nettement révolutionnaire des choses. Les masses du peuple se sont, avec une unanimité étonnante, précipitées dans le conflit contre la domination britannique aux côtés de Gandhi. Elles ont pour lui une vraie vénération et le considèrent comme une figure légendaire de saint, si bien que son nom seul exerce une singulière puissance de séduction, aussi bien sur les émotions individuelles que sur les convictions politiques de chaque Hindou.

En effet, le succès obtenu par la propagande zélée menée par le Congrès national pan-hindou — l'organisation politique du mouvement révolutionnaire — est tel qu'en beaucoup d'endroits, le peuple, dans son zèle et son enthousiasme, est prêt à dépasser, dans son activité révolutionnaire, les limites tactiques qu'il serait prudent d'observer pour le moment dans la lutte contre les autorités britanniques. Dans quelques districts de la province méridionale de Madras et dans quelques villes du Nord de l'Inde — régions très éloignées et habitées par des races historiquement fort différentes — le peuple répond déjà par la violence organisée à la politique de répression du gouvernement.

Cette réaction dans le peuple s'écarte des théories politiques de Gandhi, a toujours insisté avec emphase sur la nécessité d'opposer une « non-violence » absolue aux mesures de discipline pénales et militaires du gouvernement britannique, qu'il décrit comme « impur » et « d'origine satanique ». Il a toujours fait ressortir combien il était vain pour les Hindous, qui ne sont ni armés, ni outillés pour la production d'engins de guerre, d'essayer de détruire par la violence l'impérialisme britannique arme jusqu'aux dents.

Gandhi propose de détruire par la « force morale » ce qu'il ne peut ou ne veut pas détruire par les gaz asphyxiants et les explosifs d'artillerie. Il va même plus loin. Non seulement il dénonce ces méthodes « civilisées » de guerre, mais

il s'élève de toute son autorité contre l'importation aux Indes de l'idéologie et de la technique de cette « civilisation » que l'Europe et l'Amérique industrielles ont élaborées sous la direction du capitalisme organisé.

Mais avant que Gandhi ait pu appliquer la « force morale », il eut à la créer et à la concentrer. Pour tenter pareille expérience dans le vaste laboratoire humain des Indes, il fallait un homme de l'audace intellectuelle de Gandhi. Les gouverneurs britanniques aux Indes qui appréciaient avant tout l'emploi de la force physique, se trouvent fort embarrassés devant cette application de « force morale » à une cause aussi réelle que celle de l'indépendance politique d'un pays. Ils affectèrent tout d'abord une attitude de neutralité. Mais ils se virent forcés aujourd'hui d'évaluer plus exactement la quantité et la qualité de la « force morale » que Gandhi a réveillée dans toute l'étendue du pays pour la destruction de l'empire britannique.

Comme je l'ai dit plus haut, il devient de plus en plus difficile de maintenir l'opposition sur le domaine purement moral, car une grande partie des militants nationalistes, qui n'ont pas la grande élévation morale de Gandhi, sont disposés à répondre à la force par la force comme de simples mortels. Plus la répression exercée par le gouvernement sera grande, plus sera violente la réaction des masses.

Il ne faut pas non plus oublier l'étroite union dans laquelle Gandhi travaille avec les musulmans, comme les frères Mahomet et Shankat Ali, qui ne cachent pas qu'ils sont prêts à avoir recours à la force armée si les circonstances les y forcent. En réalité, ils envisagent hardiment et préparent peut-être une période où les partisans de l'autonomie des Indes seront obligés de marcher à travers le sang pour atteindre leur but. Aux dernières réunions de la Ligue musulmane — une association politique qui poursuit les mêmes buts que le Congrès nationaliste pan-hindou — la fraction qui croit à l'emploi de la force armée fut sur le point de voter une résolution demandant la proclamation immédiate de la République indépendante des Etats-Unis de l'Inde et l'ouverture d'une campagne de petits guerres civiles contre l'Angleterre.

Gandhi s'assura du rejet de cette résolution en alléguant qu'on effaroucherait l'aile droite de ses partisans et les détournerait de la « désobéissance civile » aux autorités de l'Angleterre. Le refus de payer les taxes au gouvernement fut le trait le plus important de sa politique. Gandhi s'est employé tout entier à organiser la désobéissance civile, qui, après avoir été adoptée dans certains districts, gagne à présent tout le pays. Un grand nombre d'Hindous se sont enrôlés dans l'armée volontaire nationale, chargée de la propagande. Beaucoup d'entre eux ont été arrêtés et mis en prison. En réalité, le nombre d'arrestations est si grand que les prisons existantes ne suffisent plus.

Mais, au grand étonnement des autorités, l'armée nationale des volontaires se multiplie avec une fécondité semblable à celle de la flore tropicale. De sorte que le mouvement en est arrivé au point où il constitue un défi direct aux autorités britanniques. Ceux qui suivent de près la marche foudroyante des événements de l'Orient militant d'aujourd'hui ne peuvent douter de l'importance de ce défi et de sa justification. Le pouvoir britannique aux Indes a été menacé une première fois à la conclusion de la guerre de Crimée en 1857. Il l'est de nouveau à présent et dans des circonstances telles qu'il est permis de douter sérieusement qu'il survive à pareil coup.

Les hommes d'Etat britanniques, pris de peur, ont perdu l'assurance flegmatique qui les caractérisait au temps où l'Empire britannique reposait solidement sur ses fondements. Le vice-roi des Indes, agissant sans doute d'après les instructions de Downing-Street, a fait récemment une tentative de rapprochement entre Gandhi et le gouvernement. Il lança une proposition annonçant que, sous certaines conditions, il recevrait Gandhi et ses collègues pour discuter des concessions qui pourraient satisfaire les aspirations du peuple aux Indes. Or, il y a dans l'immense population des Indes bon nombre d'individus qui vivent en quelque sorte du régime britannique, et quelques-uns d'entre eux, inquiets à l'idée de voir cesser toutes relations avec les autorités britanniques, et effrayés devant les progrès du mouvement révolutionnaire suscité par Gandhi, se sont fait les ambassadeurs du vice-roi auprès de Gandhi. Une conférence, récemment tenue en vue d'un rapprochement, finit par un fiasco et montra aux yeux de tous à quel point l'opinion publique était unanime dans son hostilité à une politique de compromis avec l'Angleterre.

Cependant, Gandhi, poursuivant sa politique de *festina lente* (1), offrit d'ajourner le régime de « désobéissance civile », et envoya au vice-roi une lettre qui, en réalité, est une invitation au gouvernement britannique de se rendre non pas à la force, mais à la persuasion. La lettre, qui peut être décrite comme l'ultimatum d'un leader rebelle à un gouvernement au pouvoir, demandant la mise en liberté de tous les prisonniers politiques, la cessation des mesures prises contre le mouvement révolutionnaire et l'expression d'un repentir sincère de la part des autorités anglaises pour s'être opposées à la volonté de tout un peuple réclamant l'autonomie.

Il y a trois ou quatre ans, Gandhi aurait été jeté dans un cachot ou collé contre un mur et fusillé pour cet acte de « haute trahison » ; Gandhi lui-même, d'ailleurs, est bien conscient du danger qu'il court. En vérité, depuis quelques mois déjà, il provoque délibérément son arrestation, en publiant qu'il a « essayé de corrompre la loyauté de l'armée indienne », que son mouvement vise directement à l'écroulement du gouvernement et est par conséquent séditionnaire, que lui et ses partisans « susciteront ouvertement et systématiquement la sédition jusqu'au jour où le gouvernement jugera bon de les arrêter ».

En cette occasion, comme en celle de la lettre-ultimatum, le gouvernement s'est abstenu et continue à s'abstenir de sévir contre lui. Pendant ce temps, pour des raisons similaires et des offenses beaucoup moins graves, des milliers de ses compatriotes sont jetés en prison sans autre forme de procès. Gandhi, qui personnifie l'esprit même de la rébellion et qui avoue si ouvertement son inten-

tion de provoquer la sédition, jouit jusqu'ici d'une absolue liberté. Mais l'atmosphère reste si chargée que le gouvernement sera forcé d'un moment à l'autre de déplacer, en la personne de Gandhi, l'étincelle qui est prête à mettre le feu aux poudres. Les journaux de Londres, alarmés, demandent à l'unisson la tête de Gandhi. Le vice-roi lui-même, dans son dernier communiqué, déclare que le mouvement révolutionnaire sera désormais réprimé avec la brutale sévérité qu'il sied à une autocratie politique, menacée de destruction, d'adopter comme une méthode désespérée de défense.

Qu'arrivera-t-il si Gandhi est arrêté ?

Il n'y aura pas de rébellion armée pour la seule raison que toutes les armes se trouvent entre les mains de l'armée britannique. Il y aura des émeutes, des désordres civils et peut-être beaucoup de sang répandu. Mais la campagne de « désobéissance civile » — une forme de guerre plus subtile et plus efficace qu'une bataille en champ ouvert — continuera avec une intensité croissante. Car Gandhi n'a pas seulement réussi à détruire pour toujours le prestige de l'Angleterre aux Indes, mais aussi à montrer que les 320 millions d'hommes qui forment le peuple hindou, sauront, dans leur condition actuelle de désarmement, renverser l'impérialisme britannique en opposant, avec une unité absolue leur résistance passive à sa puissance militaire. Pendant que le gouvernement britannique perd son temps à se demander s'il faut l'arrêter ou non, Gandhi a assuré le parfait fonctionnement du mécanisme de la « désobéissance civile ». Toute une hiérarchie de successeurs a été formée pour prendre la place des leaders au cas où ils seraient arrêtés. Et le Comité Exécutif du Congrès nationaliste pan-hindou constitue déjà en quelque sorte le gouvernement provisoire du nouvel Etat rebelle.

Le temps décidera si ce sera la révolution armée ou la « désobéissance civile » qui détruira l'empire britannique aux Indes. Ce qui est certain, c'est que, quoi qu'il arrive, l'impérialisme britannique est destiné à la destruction. Et pas un homme n'aura autant contribué à cet effondrement que Mohandas Karamchand Gandhi, l'Hindou ascète, ce politicien unique en son genre, qui unit à la douce piété de saint François d'Assise, l'actrice d'Ignace de Loyola.

G.-A.-K. LUHANI.

LA LUTTE DE CLASSES

Bulletin de l'Internationale syndicale rouge

Paraît deux fois par mois

Rédaction :

V. GODONNECHE, A. ROSMER
J. TOMMASI, Guy TOURETTE

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS

France..... 5 fr. 6 mois ; 10 fr. un an
Extérieur..... 7 50 — 15 fr. —

Chèque postal :

Marcel Hasfeld, n° 43.03. Paris

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges Dasso, imprimeur.

(1) Hâte-toi lentement !